Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 7 avril 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°606 ■

ALGÉRIE-NIGÉRIA

La première ligne aérienne entre Alger et Abuja lancée

P 4

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT LE MAE FRANÇAIS

Alger et Paris renouent le dialogue

Après plusieurs mois de brouille diplomatique, l'Algérie et la France reprennent le dialogue. Le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a été reçu, hier à Alger, par le président Tebboune. P 3

EN PRÉSENCE DES PDG DE SONELGAZ ET DE L'AMÉRICAINE BAKER HUGHES

Le Pdg de Sonatrach inspecte la filale Algesco à Boufarik

Le Pdg du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a effectué, hier, une visite sur site à la filiale Algesco à Boufarik, wilaya de Blida, en présence du Président Directeur Général du groupe Sonelgaz, M. Mourad Adjal, et du Président Directeur Général de la société américaine Baker Hughes, M. Lorenzo Simonelli, indique la société dans un communiqué.

P 2

FORUM ALGÉRO-CHINOIS DE L'INVESTISSEMENT

Une nouvelle ère de coopération se dessine

La coopération entre l'Algérie et la Chine s'apprête à franchir un nouveau palier. Le 15 avril prochain, Alger accueillera le Forum algéro-chinois de l'investissement, un rendez-vous majeur qui vise à redéfinir les contours de la relation économique entre les deux pays. Organisé par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, cet événement rassemblera un grand nombre d'opérateurs économiques chinois et algériens autour d'ambitions renouvelées, bien au-delà des partenariats traditionnels.

P 3

LE MINISTRE MOHAMED ARKAB REÇOIT LE PROFESSEUR ALGÉRIEN KARIM ZEGHIB

Cap sur le développement de la filière lithium

L'Algérie poursuit ses efforts pour amorcer sa transition énergétique. Une feuille de route sera bientôt mise en place pour le développement de la filière lithium. Lors d'une rencontre le ministre d'Etat, ministre de l'énergie, des Mines et des énergies renouvelables, Mohamed Arkab, avec le Professeur algérien Karim Zeghib, il a été décidé de définir les projets prioritaires et une exploitation optimale des ressources dont dispose l'Algérie, ainsi qu'un programme de formation destiné à qualifier les compétences nationales dans ces domaines.

P 3

IMPORTATION DE MOUTONS

Le marché algérien intéresse les Espagnols P 5

UNIVERSITÉ DE TLEMCEN

30 projets obtiennent le label «idée innovante» P 2

JIJEL

Vers l'aménagement de 125 km de pistes forestières P 2

CONTRÔLE DES ACTIVITÉS COMMERCIALES À CHLEF

Plus de 10.000 opérations effectuées durant le mois de Ramadhan

Plus de 10.000 opérations de contrôle des activités commerciales ont été effectuées par la direction du commerce intérieur et de régulation du marché national de Chlef durant le mois de Ramadhan, avec la saisie de quantités considérables de produits de large consommation, a t-on appris, dimanche, auprès de cette structure. Selon l'inspecteur principal en chef, Ahmed Kouadri Boudjelttia, la direction du secteur a recensé, durant le mois sacré, un total de 10.193 interventions des agents et brigades de contrôle et de répression des fraudes, ayant abouti à l'établissement de 522 contraventions et P.V à l'encontre des commerçants contrevenants. A cela s'ajoute la saisie de 83 qx de denrées alimentaires diverses d'une valeur globale de plus de 3,5 millions DA, pour cause de non-respect des conditions de conservation et de stockage, non facturation, ou parce que impropres à la consommation, parallèlement à la proposition à la fermeture de 57 locaux commerciaux. Sur un autre plan, la wilaya, qui compte sept (7) grands espaces commerciaux, a enregistré durant le mois sacré l'ouverture de 13 marchés de proximité avec la participation de 142 opérateurs économiques, en plus du lancement de réductions allant de 10 à 30% sur nombre de produits alimentaires. Le marché local a été renforcé, par la même occasion, avec un quota supplémentaire de lait en sachet subventionné, estimé à 40 tonnes, équivalant à 388.000 litres, en plus d'un autre quota supplémentaire de blé dur et de blé tendre, et la distribution de 2307 tonnes d'huile de table.

EN PRÉSENCE DES PDG DE SONELGAZ ET DE L'AMÉRICAINE BAKER HUGHES

Le Pdg de Sonatrach inspecte la filale Algesco à Boufarik

Le Pdg du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a effectué, hier, une visite sur site à la filiale Algesco à Boufarik, wilaya de Blida, en présence du Président Directeur Général du groupe Sonelgaz, M. Mourad Adjal, et du Président Directeur Général de la société américaine Baker Hughes, M. Lorenzo Simonelli, indique la société dans un communiqué.

Par Selma R

Cette visite a été, ajoute la même source, « une occasion pour les responsables de Sonatrach, Sonelgaz et Baker Hughes, qui sont les principaux actionnaires de la société Algesco spécialisée dans la maintenance des équipements rotatifs tels que les turbines et les compresseurs pour le compte des complexes industriels de Sonatrach et Sonelgaz, de se rencontrer».
À cette occasion, « la délégation des actionnaires présente à Boufarik a inspecté les différents ateliers de la filiale Algesco. Ils ont également profité de leur présence pour discuter des aspects du plan de développement de cette société lors d'une réunion organisée sur place », ajoute la même source.
En marge de cette visite, «Rachid Hachichi, Président Directeur Général de Sonatrach, et Lorenzo Simonelli, son homologue de la société américaine Baker Hughes, ont fait un point sur l'avancement du projet de renforcement du gisement de Hassi R'Mel - phase III - étape II. Ils ont souligné l'importance du respect des délais pour ce projet stratégique, qui vise à accompagner l'exploitation naturelle de ce gisement historique et vital». Les discussions lors de cette réunion bilatérale, selon le communiqué du groupe, « ont porté sur les moyens de renforcer les relations de coopération existantes dans le domaine de la fabrication d'équipements énergétiques, et sur les nouvelles opportunités susceptibles de consolider le partenariat futur avec Baker Hughes» Dans ce cadre, M. Rachid Hachichi et M. Lorenzo Simonelli ont, selon le communiqué, «abordé la relance des activités de la société ABAK mixte, spécialisée dans la fabrication, l'installation et la maintenance des équipements industriels et des pièces de rechange pour la chaîne de valeur des hydrocarbures». En plus d'être partenaire de Sonatrach dans les filiales Algesco et ABAK, la société américaine Baker Hughes participe à plusieurs projets de développement stratégiques dans le secteur de l'énergie en Algérie. Elle est l'une des principales entreprises mondiales à fournir des services et des solutions technologiques innovantes dans le domaine de l'énergie.

UNIVERSITÉ DE TLEMCEN

30 projets obtiennent le label «idée innovante»

Trente projets de l'Université "Abou Bakr Belkaïd" de Tlemcen ont obtenu le label "idée innovante", a-t-on appris auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur. Selon Zakaria Sari-Hassoun, directeur du Centre des étudiants et responsable des interfaces, " ces projets, initiés par des étudiants de l'Université de Tlemcen, concernent les domaines de l'intelligence artificielle (IA), l'agriculture, le tourisme, la sécurité alimentaire, la santé et de l'énergie". Le Centre des étudiants accompagne les porteurs de projets labellisés "idée innovante" afin de les concrétiser en startups ou en micro-entreprises, ou d'obtenir un brevet d'invention.
A cet effet, des formations leur sont proposées, notamment dans les domaines de la comptabilité, du marketing, du business-model pratique, "afin de développer l'esprit entrepreneurial, améliorer les performances des porteurs de projets et les encourager à concrétiser leurs idées sur le terrain", a expliqué M. Sari-Hassoun.
La même source a, par ailleurs, indiqué que l'Université de Tlemcen dispose de 10 brevets d'invention, de 80 idées innovantes enregistrées auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INAPI), et d'environ 40 projets qui seront financés dans le cadre du dispositif de l'Agence Nationale de Soutien et de Développement de l'Entrepreneuriat.
L'université compte également six startups dans les domaines de l'intelligence artificielle et de l'informatique.
Elle dispose, en outre, de plusieurs structures d'accompagnement, notamment une pépinière d'entreprises qui accueille les projets innovants, un centre de développement de l'entrepreneuriat qui accompagne la création de micro-entreprises, ainsi qu'un centre d'innovation dédié aux projets ayant obtenu un brevet d'invention, note-on.

JIJEL

Vers l'aménagement de 125 km de pistes forestières

Une opération portant sur l'aménagement de 125 km de pistes forestières a été inscrite au titre de l'année 2025 à l'actif de la wilaya de Jijel, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya.
L'opération vise, selon la même source, à assurer l'efficacité des interventions de prévention et de lutte contre les incendies de forêts, tout en facilitant l'exploitation des différentes ressources forestières.
Devant toucher 20 communes, l'aménagement des pistes devrait être lancé "aussitôt après la finalisation des procédures légales réglementant la passation des marchés publics", a-t-on ajouté, précisant que l'opération est également destinée à désenclaver plusieurs villages et localités connus pour leurs activités agricoles. "Des propositions ont été soumises aux autorités de tutelle en vue de l'inscription de deux autres opérations portant sur l'ouverture de 17 km de pistes forestières et l'aménagement de 60 km", a-t-on encore ajouté à la wilaya, rappelant que 90 km de pistes forestières avaient été ouvertes dans 19 communes de la wilaya de Jijel, en plus de l'aménagement de 135 km sur le territoire de 11 autres communes.

TOURISME À TISSEMSILT

Deux nouvelles structures hôtelières seront mises en service lors de la prochaine saison estivale

Deux nouvelles structures hôtelières privées devront entrer en service dans la wilaya de Tissemsilt, lors de la prochaine saison estivale, a-t-on appris du directeur du tourisme et de l'Artisanat, Khemissi Mechaouek. M. Mechaouek a précisé que la capacité d'accueil cumulée de ces deux établissements, situés dans les communes de Tissemsilt et de Theniet El-Had, "est estimée à 264 lits et qu'ils devront créer environ 30 postes d'emploi directs, en plus des emplois saisonniers". Le même responsable a ajouté que le secteur du tourisme dans la wilaya connaît un "intérêt croissant" de la part des investisseurs, grâce aux facilités offertes par les autorités locales pour réaliser leurs projets et de mettre à leur disposition des terrains. Il a souligné que plusieurs projets d'investissement sont en cours de réalisation, ajoutant qu'il est prévu de livrer plusieurs d'entre eux avant la prochaine saison estivale. Parmi les projets attendus, M. Mechaouek a cité un village de l'artisanat, dans la commune de Sidi Slimane, et un site touristique au barrage de Koudiat Rosfa, dans la commune de Beni Chaïb. La direction du Tourisme et de l'Artisanat œuvre également à encourager l'investissement dans les zones touristiques forestières de la wilaya, telles que le Parc national connu sous le nom de Forêt d'El-Meddah dans la commune de Theniet- El-Had et le site thermal de la commune de Sidi Slimane, a-t-on fait savoir de même source.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT LE MAE FRANÇAIS

Alger et Paris renouent le dialogue

Après plusieurs mois de brouille diplomatique, l'Algérie et la France reprennent le dialogue. Le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a été reçu, hier à Alger, par le président Tebboune.

Synthèse R E.

«Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche à Alger, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française, M. Jean-Noël Barrot et la délégation qui l'accompagne», indique un communiqué de la présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et du Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Lounès Magramane. Cela témoigne de la volonté de l'Algérie de relancer la coopération avec la France dans un cadre amical et selon le principe du gagnant-gagnant.

Le ministre des AE français a été reçu, avec la délégation qui l'accompagne, dans la matinée par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf. En effet, les deux ministres des AE ont approfondis les échanges dans la droite ligne de l'échange entre les présidents Macron et Tebboune », se concentrant sur « les sujets régionaux et la relation bilatérale y compris les sujets migratoires », a précisé une source diplomatique française, rapportée par le Monde.

Dans une déclaration à la presse, Jean-Noël Barrot a annoncé la volonté des deux pays «d'entrer dans une nouvelle phase» et de «tourner la page» des tensions récentes. «Avec le président Tebboune, nous avons exprimé la volonté partagée de lever le rideau» pour «reconstruire un partenariat d'égal à égal, serein et apaisé», a déclaré Jean-Noël Barrot, annonçant une reprise immédiate de la coopération dans tous les domaines, à sa sortie d'un entretien de 2h30 avec le chef de l'État algérien.

Arrivé en milieu de matinée, M. Barrot a eu un « entretien d'une heure et quarante-cinq minutes », selon ses services, avec son homologue, Ahmed Attaf, et en format élargi, pour tenter d'aplanir les dossiers les plus épineux. En début d'après-midi, il s'entretenait avec le chef de l'Etat algérien.

Depuis l'appel téléphonique du 31 mars entre le président Tebboune et son homologue français, Emmanuel Macron, qui a relancé le dialogue bilatéral, les relations « semblent emprunter une trajectoire constructive ». Outre les questions migratoires, Paris espère « des résultats » sur les dossiers sécuritaires et économiques, a fait savoir M. Barrot.

Dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères, à l'issue de l'entretien téléphonique entre Attaf et Barrot, jeudi dernier, il est souligné que les deux responsables ont passé en revue « les principaux dossiers auxquels les deux chefs d'État ont demandé que soit accordée une attention particulière dans le cadre plus large du règlement des différends qui sont venus récemment contrarier le cours normal de la relation algéro-française ».

LE MINISTRE MOHAMED ARKAB REÇOIT LE PROFESSEUR ALGÉRIEN KARIM ZEGHIB

Cap sur le développement de la filière lithium

Par Sirine R

L'Algérie poursuit ses efforts pour amorcer sa transition énergétique. Une feuille de route sera bientôt mise en place pour le développement de la filière lithium. Lors d'une rencontre le ministre d'Etat, ministre de l'énergie, des Mines et des énergies renouvelables, Mohamed Arkab, avec le Professeur algérien Karim Zeghib, il a été décidé de définir les projets prioritaires et une exploitation optimale des ressources dont dispose l'Algérie, ainsi qu'un programme de formation destiné à qualifier les compétences nationales dans ces domaines.

En effet, le gouvernement ambitionne d'exploiter toutes les richesses naturelles, toute en les valorisants en local.

Dans ce contexte, le ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux et de définir les projets prioritaires, notamment ceux relatifs à la valorisation du lithium et d'autres minéraux critiques, en développant une chaîne de production locale intégrée qui inclut les étapes d'exploration, de transformation, de fabrication et de formation, afin de créer de la valeur ajoutée et d'améliorer les opportunités d'emploi durable.

De son côté, le professeur Karim Zeghib a réaffirmé son engagement total à accompagner l'Algérie dans cette ambitieuse démarche, en s'appuyant sur son expertise scientifique et technique approfondie dans les domaines du stockage de l'énergie, du développement des batteries, notamment celles au lithium-ferphosphate (LFP), de la fabrication de cellules photovoltaïques, ainsi que de la valorisation des minéraux stratégiques.

Il a également salué la volonté politique forte de l'Algérie pour concrétiser une transition énergétique fondée sur des bases scientifiques et technologiques solides.

Il est à noter que cette deuxième rencontre avec le chercheur Karim Zeghib s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération scientifique et technique pour soutenir la transition énergétique en Algérie, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cette rencontre s'est déroulée en présence de Mme Karima Tafer, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie chargée des Mines, M. Noureddine Yassaa , secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie chargé des Énergies Renouvelables, M. Belkacem Soltani, président-directeur général de Sonaram, ainsi que plusieurs cadres du ministère.

La réunion a été consacrée au suivi des avancées des discussions relatives au développement de la filière lithium en Algérie, considérée comme une composante stratégique dans une vision globale de la transition énergétique, reposant sur l'exploitation et la valorisation des ressources minérales nationales dans un cadre industriel intégré.

Les échanges ont également porté, ajoute la même source, sur l'importance de mettre en place une organisation spécifique et une structure de coordination pour l'équipe de travail qui avait été convenue lors de la rencontre précédente, afin d'assurer un suivi efficace et de faciliter la mise en œuvre des projets liés au développement de cette filière.

FORUM ALGÉRO-CHINOIS DE L'INVESTISSEMENT

Une nouvelle ère de coopération se dessine

Par M. A.

La coopération entre l'Algérie et la Chine s'apprête à franchir un nouveau palier. Le 15 avril prochain, Alger accueillera le Forum algéro-chinois de l'investissement, un rendez-vous majeur qui vise à redéfinir les contours de la relation économique entre les deux pays. Organisé par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, cet événement rassemblera un grand nombre d'opérateurs économiques chinois et algériens autour d'ambitions renouvelées, bien au-delà des partenariats traditionnels.

Longtemps axée sur les secteurs de l'énergie, des mines et des infrastructures, la coopération entre Alger et Pékin cherche aujourd'hui à se diversifier. Si les projets comme le port de Cherchell, le développement du gisement de fer de Gara Djebilet ou encore la participation chinoise au projet autoroutier Est-Ouest témoignent du savoir-faire de Pékin dans ces domaines, l'heure est désormais à l'innovation.

L'Algérie veut miser sur les technologies d'avenir pour transformer son économie : intelligence artificielle, robotique, agriculture intelligente, industrie automobile électrique, tourisme durable… autant de filières stratégiques qui seront au cœur des échanges lors du forum.

Cette volonté de changement s'inscrit dans la vision du gouvernement algérien, qui cherche à réduire la dépendance aux hydrocarbures et à créer des sources alternatives de richesse et d'emploi. Le secteur technologique, où la Chine détient une avance mondiale, apparaît comme un levier prometteur. Des partenariats universitaires en intelligence artificielle ont d'ailleurs déjà vu le jour entre des établissements algériens et chinois, posant les bases d'une coopération scientifique et technique approfondie.

L'agriculture figure également parmi les priorités. Grâce à ses vastes terres et à un climat propice, l'Algérie cherche à renforcer sa sécurité alimentaire. La Chine, dotée d'une solide expertise en matière de technologies agricoles, (comme l'irrigation de précision ou la surveillance par capteurs),pourrait jouer un rôle déterminant dans la modernisation du secteur. Des accords ont déjà été signés pour la culture du blé, de la pomme de terre ou encore des fruits secs, avec des provinces agricoles chinoises.

Autre secteur en pleine effervescence : l'industrie automobile. Des groupes chinois tels que Chery, Geely, Baic ou Great Wall Motors ont exprimé leur intérêt pour s'implanter en Algérie. Si les premiers projets se concentrent sur l'assemblage, l'objectif à moyen terme est d'évoluer vers une fabrication locale de véhicules électriques, accompagnée d'un transfert de technologie. Avec sa position géographique avantageuse, l'Algérie ambitionne de devenir un hub industriel pour les marchés africains et européens.

Le tourisme, souvent sous-exploité, pourrait lui aussi bénéficier d'un coup d'accélérateur. Plusieurs investisseurs chinois ont montré leur volonté de contribuer à l'aménagement d'infrastructures dans le sud algérien, avec des hôtels, des ressorts désertiques et des centres de formation dans les métiers de l'hospitalité. La richesse naturelle et culturelle du pays constitue un atout majeur dans cette optique.

Pour réussir ce tournant, la deuxième phase du partenariat sino-algérien devra reposer sur des bases solides : une vision stratégique, un environnement d'affaires transparent, et surtout une sélection ciblée de projets capables de générer de la valeur ajoutée et des emplois durables.

Dans un contexte mondial marqué par des tensions commerciales et une course à la souveraineté technologique, l'Algérie joue une carte importante : celle de l'innovation et de l'intégration industrielle.La Chine, principal fournisseur de l'Algérie avec des échanges dépassant 9 milliards de dollars annuels, a tout à gagner dans cette alliance renouvelée. En misant sur la complémentarité, Alger et Pékin peuvent bâtir une coopération modèle Sud-Sud, tournée vers l'avenir.

RESSOURCES EN EAU ET CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX

Organisation d'une conférence internationale du 12 au 14 avril à Béchar

En vue de discuter des défis de la sécurité hydrique au double plan régional et international, la wilaya de Béchar (sud-ouest d'Algérie) accueillera, entre le 12 et le 14 avril courant, une importante conférence internationale sur les ressources en eau et les changements environnementaux.
Lors de la conférence, qui sera organisée sous le patronage du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, l'Université Mohamed Tahri de Béchar et les wilayas de Béchar et de Béni Abbès, des experts algériens et internationaux s'attèleront à examiner et à débattre des défis liés aux ressources en eau face aux changements climatiques, ainsi que des voies et moyens de renforcer les efforts pour préserver ces ressources vitales, en proposant des solutions durables et un modèle de gestion efficace.

ATTRIBUTION DE 3200 HECTARES DE TERRE AGRICOLE PAR CONCESSION À NAÂMA

Lancement des inscriptions via la plateforme numérique

L'Office national des terres agricoles (ONTA) a annoncé, hier dimanche, le lancement des inscriptions via sa plateforme numérique, à l'intention des investisseurs souhaitant bénéficier du portefeuille agricole (le septième) pour l'aménagement dans le cadre de la concession dans la wilaya de Naâma.
Selon un communiqué de l'ONTA, cette opération se déroule conformément au décret exécutif n° 21-432 en date du 11 avril 2021, modifié et complété, et concerne la zone du bassin de Sbaâine située dans la commune de Kasdir, wilaya de Naâma.
Ce portefeuille agricole couvre une superficie totale de 3200 hectares, et la superficie demandée par chaque investisseur ou demandeur ne devra pas dépasser 1 000 hectares. Cette zone est spécifiquement destinée à la culture de « la pomme de terre destinée à la consommation et les semences de pomme de terre ». L'Office national des terres agricoles a fixé un délai de 21 jours pour le dépôt des dossiers, à compter d'aujourd'hui. Les investisseurs intéressés peuvent se rendre sur le site web officiel du bureau via le lien suivant : https://onta.dz/perimetres-onta-432-ar.

ALGÉRIE-NIGÉRIA

La première ligne aérienne entre Alger et Abuja lancée

Par S R.

La compagnie nationale Air Algérie a lancé, hier, une nouvelle ligne aérienne entre Alger et Abuja (Nigéria). Une cérémonie de lancement a été organisée à cet effet, supervisée par le représentant du ministère des Transports, M. Saïd Sayoud, l'Inspecteur général du ministère, en compagnie du chargé d'affaires de l'ambassade du Nigéria en Algérie et d'une délégation de haut niveau, marquant ainsi l'ouverture de la première ligne aérienne reliant Alger à Abuja (Nigéria). Dans son discours à cette occasion, M. l'Inspecteur général du ministère des Transports a souligné que cette étape s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération et du partenariat entre l'Algérie et le Nigéria, et reflète le niveau des relations exceptionnelles entre les deux pays frères, indique le ministère dans un communiqué. L'intervenant a précisé que cette ligne aérienne aura un impact économique, commercial et touristique positif. Il a également mentionné que cette ligne aérienne représente un bond qualitatif dans le domaine du transport aérien civil et incarne les orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La cérémonie a été suivie, ajoute la même source, par le décollage immédiat d'un avion d'Air Algérie à destination de l'aéroport d'Abuja (Nigéria), avant de poursuivre sa route vers Douala (Cameroun). la compagnie aérienne Air Algérie avait précisé, samedi dernier, que cette liaison aérienne sera opérée via la ville de Douala, permettant ainsi l'organisation de vols réguliers entre Alger et Abuja via Douala, avec la possibilité d'acheter des billets aller-retour entre Douala et Abuja, a précisé la même source. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts de la compagnie pour étendre son réseau de vols et renforcer les relations de coopération entre l'Algérie et le Nigeria. Elle s'inscrit également dans le cadre des efforts d'Air Algérie pour renforcer sa présence sur le continent africain, visant à répondre aux attentes de ses clients en facilitant les déplacements et en approfondissant la complémentarité entre les pays de la région.

BANQUE MONDIALE

Le nombre de personnes respirant un air très pollué peut être réduit de moitié d'ici à 2040

Le nombre de personnes exposées à des niveaux dangereux de pollution atmosphérique pourrait être réduit de moitié d'ici à 2040 grâce à des mesures ciblées, indique la Banque mondiale dans un nouveau rapport. Intitulé "Accélérer l'accès à un air pur sur une planète vivable", le rapport montre comment l'action publique pourrait permettre de réduire considérablement le nombre de personnes exposées à des niveaux élevés de concentration en particules fines. Sachant que, à l'échelle mondiale, la pollution de l'air extérieur provient essentiellement des activités humaines, il est possible de réduire ces particules nocives pour la santé en procédant à des changements de politique dans les secteurs les plus polluants, dont l'agriculture, le développement urbain, le transport et l'industrie, souligne l'institution financière internationale dans un communiqué. "L'amélioration de la qualité de l'air est un impératif urgent tant sur le plan sanitaire qu'économique", affirme Axel van Trotsenburg, directeur général senior de la Banque mondiale, cité dans le communiqué. "La bonne nouvelle, c'est que les solutions existent et qu'elles sont à notre portée. En nous concentrant sur les secteurs qui ont le plus d'impact et en actionnant les leviers que constituent la volonté politique, les données et les financements, nous pouvons parvenir à un air plus pur et plus sain de notre vivant", ajoute van Trotsenburg. Les mesures qui permettent de soutenir l'indépendance énergétique ou de réduire les émissions tout en luttant contre la pollution atmosphérique offrent en particulier des solutions d'un bon rapport coût-efficacité, selon le rapport. Le document chiffre les retombées économiques de ces politiques intégrées de gestion de la qualité de l'air à 2.400 milliards de dollars à l'horizon 2040. Il met en outre l'accent, pour une lutte efficace, sur la nécessité d'une coopération à l'échelle des bassins atmosphériques, selon une approche qui tienne compte des déplacements des polluants sur de vastes zones transfrontières. Le rapport met en avant trois axes d'action prioritaires à l'intention des responsables publics: renforcer la gouvernance, améliorer les données sur la qualité de l'air et compléter les ressources publiques par des investissements privés. La pollution de l'air extérieur tue environ 5,7millions de personnes chaque année, rappelle la Banque mondiale, notant que 95% de ces décès se produisent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. En raison de ses effets sur la santé, des pertes de productivité et d'une espérance de vie réduite, la pollution atmosphérique coûte à l'économie mondiale près de 5% de son PIB.

SÉTIF

Saisie de plus de 24 kg de câbles de cuivre volés et arrestation d'une personne

Les éléments de la sûreté de daïra de Hammam Sokhna (wilaya de Sétif) ont saisi 24,3 kg de câbles de cuivre volés et ont arrêté un suspect repris de justice, a-t-on appris samedi auprès de la sûreté de wilaya. Exploitant des informations relatives au vol par une personne de câbles en cuivre du réseau d'électricité, des investigations intenses ont été lancées et ont conduit à l'identification du suspect arrêté en flagrant délit de possession de 27 faisceaux de câbles en cuivre dénudés pesant 24,3 kg, a indiqué le responsable de la cellule de communication de la sûreté de wilaya, le commissaire de police Mohamed Ferahta. La même source a précisé que les investigations approfondies ont montré que ces câbles volés sont ceux de poteaux d'éclairage public. Au terme des procédures légales, la police judiciaire a constitué un dossier pénal contre le suspect âgé de 38 ans qui a été présenté devant le parquet compétent près le tribunal d'El Eulma, a-t-on précisé.

Mercuriale

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 06 افريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 06 Avril 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	105	119	91	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	97	110	84	الطماطم	
	Oignon sec	68	75	62	البصل الجاف	
	Ail sec	655	723	588	الثوم الجاف	
	Carotte	82	93	71	الجزر	
	Navet	111	123	98	لفت	
	Choux fleur	110	120	100	قرنبيط	
	Choux	97	108	86	الكرنب	
	Courgette	113	126	101	الكوسة	
	Haricot vert	340	368	311	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	108	121	95	الخس	
Fruits frais	Orange	100	130	70	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	510	633	387	التفاح المحلي	
	Datte	527	660	394	التمر	
	Banane	523	539	506	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1756	1886	1626	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	409	421	397	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	98	103	93	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-0,93	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	1147	1 605 800,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	-1,87	3,12	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 200,00	2200,00	0,00	0,11	-3,12	11,57	5,68	90	198 000,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,71	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-7,42	2,03	-	0	0,00

IMPORTATION DE MOUTONS

Le marché algérien intéresse les Espagnols

À l'approche de l'Aïd el-Adha, l'Algérie anticipe une forte demande en bétail, notamment en ovins. Pour y faire face, les autorités ont annoncé l'importation exceptionnelle de près d'un million de têtes, une décision prise au plus haut niveau de l'État. Cette ouverture commerciale suscite un vif intérêt de la part de plusieurs pays, dont l'Espagne, où les éleveurs voient dans le marché algérien une opportunité stratégique pour relancer leurs exportations. Dans un contexte économique tendu, marqué par la recherche de nouveaux débouchés, les échanges s'intensifient entre Alger et les acteurs agricoles espagnols.

Par Mourad A.

C'est dans ce cadre qu'Alger a officiellement exprimé son intention d'importer jusqu'à un million de têtes de bétail en prévision de la fête religieuse prévue début juin. Cette mesure, annoncée lors d'un Conseil des ministres présidé par Abdelmadjid Tebboune, s'accompagne d'un appel à une large consultation internationale visant à identifier les pays fournisseurs potentiels. Saisissant cette opportunité, plusieurs organisations agricoles espagnoles, à l'image d'Asaja Extremadura, qui représente plus de 5 000 éleveurs, ont rapidement interpellé leur gouvernement pour obtenir son soutien. Leur objectif est clair : faciliter et accélérer l'exportation de moutons espagnols vers l'Algérie. L'organisation souligne l'urgence de diversifier les destinations d'exportation et insiste sur l'importance d'obtenir rapidement le certificat sanitaire ASE, indispensable pour toute opération commerciale avec Alger.

Ce mouvement intervient dans un contexte diplomatique apaisé entre les deux pays. Lors d'un entretien télévisé le 22 mars dernier, le président Tebboune a affirmé que les relations avec l'Espagne sont désormais « revenues à la normale », après une période de tensions. Il a confirmé que l'Algérie importerait une partie de ses besoins en ovins d'Espagne à l'occasion de l'Aïd, ouvrant ainsi la voie à une reprise dynamique des échanges dans le secteur agroalimentaire.

L'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur (APOCE) suit de près l'évolution du dossier. Son président, Mustapha Zebdi, a indiqué que les organisations espagnoles spécialisées dans l'élevage ont déjà entrepris les démarches nécessaires auprès de leurs autorités pour accélérer la délivrance des documents sanitaires requis. Il précise que les éleveurs espagnols sont mobilisés pour répondre à la demande algérienne, particulièrement forte cette année en raison d'une production locale jugée insuffisante.

Pour les professionnels espagnols, le calendrier est déterminant. À quelques semaines de l'Aïd, le marché algérien représente une véritable bouffée d'oxygène économique. RaúlMóthier, président de l'Association interprofessionnelle espagnole de la viande ovine et caprine, salue d'ailleurs cette opportunité et souligne la réactivité des deux parties pour concrétiser rapidement les échanges.

Si les conditions sanitaires et administratives sont réunies dans les délais, les moutons espagnols pourraient fouler le sol algérien très prochainement. Une dynamique qui illustre combien les équilibres commerciaux peuvent évoluer au gré des décisions politiques, des urgences économiques et des réalités climatiques. Et comment, dans ce contexte, les intérêts agricoles participent à redessiner les relations régionales autour de la Méditerranée.

PROJET DE RÉHABILITATION DES FORÊTS DE CHÊNE-LIÈGE

Achèvement des phases de diagnostic et recensement de la biodiversité

Par R E.

Les deux premières phases du projet de "réhabilitation et développement durable intégré des paysages naturels en vue de la production des forêts de chêne-liège en Algérie", relatives à la réalisation de diagnostics et le recensement de la biodiversité, ont été achevées, a indiqué un cadre de la Direction générale des forêts (DGF). Ce projet pilote est concrétisé dans le cadre d'un partenariat entre la Direction générale des forêts (DGF) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), cofinancé par le fond pour l'environnement mondial (FEM) et le gouvernement algérien et concerne une superficie globale de plus de 22.500 hectares, répartie sur la forêt de Beni Iddir à Jijel, celle de Taourirt Ighil à Béjaia et celle de Hafir à Tlemcen.

Les études de ces deux premières phases de ce projet, lancé en 2022, effectuées par des experts nationaux ont été remises et validées, a déclaré à l'APS, le sous-directeur des aménagements et inventaires forestiers à la DGF, M. Mouloud Ikene Nait relevant que ces phases devront servir de "fondements à une gestion durable de la subéraie en Algérie". "L'objectif est de créer des systèmes de gestion durable des forêts tenant compte de la conservation de la biodiversité et des possibilités de générer des revenus durables pour les populations locales et les résultats obtenus seront exploités et dupliqués pour les autres wilayas disposant de forêts de chêne-liège", a-t-il soutenu. Dans ce contexte, le recensement de la biodiversité dans les sites ciblés, l'évaluation des services éco systémiques, ainsi que l'analyse des chaines de valeurs des produits forestiers non ligneux (PFNL) des plantes aromatiques et médicinales (PAM) ont été réalisés par les experts et consultants nationaux dans le cadre d' enquêtes menées auprès de la population locale. Ces actions ont fait ressortir des potentialités en matière de PFNL et PAM à promouvoir et autour desquelles des chaînes de valeurs peuvent être créées, dans le cadre du développement durable intégré des paysages naturels notamment en ce qui concerne la verveine, le romarin, la lavande et le lentisque, a détaillé le responsable.

Création attendue de 60 PME dans la promotion des métiers de liégeur, des PFNL et PAM

Selon M. Nait Ikene, l'étape de promotion des potentialités des sites, objets d'études, sera concrétisée en collaboration avec les associations versées dans la préservation des forêts et la promotion de ses produits, et ce à travers la création des PME pour mener à bien cette phase. Un travail de sensibilisation a été effectué ciblant les riverains, les associations et les femmes notamment pour se constituer en groupement et coopératives et se lancer dans la promotion de ces plantes aromatiques et médicinales et la relance des métiers de liégeur, affirme-t-on. "Il est attendu la mise en place d'un mécanisme participatif de gouvernance et de gestion des trois sites à travers la création de 60 PME, à raison de 20 PME sur chaque site dont 30% seront constitués par des femmes", a-t-il indiqué. En parallèle, le Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDR) s'emploie à l'élaboration du plan de gestion pour la réhabilitation de la subéraie. Ce plan englobera la mise à niveau du Réseau de défense des forêts contre les incendies (DFCI) à travers la réhabilitation des infrastructures forestières telles que les pistes, captages et aménagements des points d'eau, des postes de vigie, des tranchées pare-feu, tout comme les travaux préventifs contre les incendies de forêts. Il est également question, dans cette phase, de réhabilitation des pépinières de l'administration des forêts à travers l'évaluation des leurs besoins pour pouvoir assurer leur mission dans la réhabilitation des écosystèmes en état de dégradation. Un plan de travail sera ensuite élaboré avec les budgets nécessaires pour la concrétisation de ce chapitre, souligne-t-on, relevant que l'action va permettre de développer "un cadre de gestion des chaînes de valeur des PFNL et de PAM".

D'une dimension économique, sociale et écologique, le projet de "réhabilitation et de développement durable intégré des paysages naturels en vue de la production des forêts de chêne-liège en Algérie" est financé à hauteur de 27 millions USD sur cinq (5) ans. Il est inscrit dans le cadre de la politique de développement forestier du secteur à l'horizon 2035, s'agissant du développement durable du chêne-liège, et la gestion durable des richesses forestières, dans le but d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) prévus dans l'Agenda 2030 de l'ONU. Le liège couvre 11% des forêts en Algérie avec une superficie globale de 440.000 hectares, dont 150.000 h comme zone productive.

SOLIDARITÉ NATIONALE –ABEF

Un programme pour vulgariser l'inclusion financière

Par Réda Hadi

L'année 2025 sera l'année de la technologie financière, avec les changements radicaux apportés par les différents textes de loi, dont la loi sur la monnaie et le crédit pour aller vers des banques numériques et une monnaie numérique, outre le lancement effectif du paiement électronique sous toutes ses formes. Le cadre législatif a atteint un point de stabilité dans le domaine de l'innovation, où toutes les lois prennent désormais en compte l'aspect technologique, à l'instar de la loi relative à l'auto-entrepreneur, la loi sur la monnaie et le crédit, et la loi sur les marchés publics.

C'est dans l'esprit de vulgariser ce dispositif, que la Ministre de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition féminine a reçu, hier, M. Mohand Bourai, Président de l'Association Professionnelle, pour les banques et institutions financières (ABEF).

Cette séance de travail s'inscrit le cadre d'un partenariat avec les organismes nationaux dans les domaines liés à la promotion des programmes sectoriels de solidarité nationale. La discussion a permis de cristalliser un certain nombre de propositions pratiques qui seront concrétisées dans un accord de coopération. Les points les plus importants convenus lors de la première phase sont les suivants : « Etablir un programme de travail et de conférences s'étendant du 20 au 27 avril 2025, au niveau des établissements spécialisés de l'éducation, sous la tutelle du Secteur de la Solidarité Nationale, et ce dans le cadre de célébration de la Journée arabe pour l'inclusion financière, qui tombe le 27 avril de chaque année, sous le slogan « Améliorer l'intégration des personnes déterminées et des groupes vulnérables dans le système financier formel ».

Le programme comprendra un enseignement modèle au profit des apprenants qui étudient dans des institutions spécialisées en éducation sur l'ensemble du territoire national, afin de promouvoir les sujets de l'entrepreneuriat. Il est souligné par ailleurs que les antennes de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers, ainsi que les institutions financières et bancaires, participeront à l'enrichissement et à l'encadrement du programme.

Durant cette réunion, il a été décidé de promouvoir l'insertion professionnelle et la formation des personnes ayant des besoins particuliers dans les institutions bancaires et financières selon la priorité et la spécialisation dans les domaines de la finance et de la banque, tout en leur attribuant des formations. De même qu'il faut impliquer les intérêts du secteur et des institutions spécialisées pour les personnes ayant des besoins particuliers dans le calendrier des activités de l'Association Professionnelle des Banques et Institutions Financières, notamment celles organisées dans le cadre de la commémoration des journées et événements nationaux et internationaux.

Il s'agira aussi d'accompagner l'Association professionnelle des banques et institutions financières auprès du Conseil national des personnes handicapées dans la mise en œuvre de sa programmation annuelle, et de faire participer le Secteur de la Solidarité Nationale aux activités liées aux objectifs de l'Association Professionnelle des Banques et Institutions Financières.

Une réunion était également prévue pour réunir les cadres du ministère et l'Association professionnelle des banques et établissements financiers afin d'élaborer un plan d'action concrétisant les axes convenus par les deux parties.

TIZI-OUZOU

773 opérations de contrôle des commerces effectuées durant le Ramadhan

Quelque 773 opérations de contrôle des commerces et activités commerciales ont été effectuées conjointement à Tizi-Ouzou durant le mois sacré de Ramadhan par les services de la sûreté de wilaya, rapporte samedi un communiqué de ce corps de sécurité. Ces opérations, menées en collaboration avec les services de la direction locale du commerce, ont touché quelques 773 commerces et donné lieu à l'établissement de 200 procès-verbaux pour diverses infractions, dont le non-respect des conditions d'hygiène et l'exercice d'activité commerciale sans registre de commerce. Il a été, également, procédé à la saisie et la destruction d'une quantité totale de 184,3 kg de viande, 63,3 kg de viande rouge et 121 kg de viande blanche, impropre à la consommation, 701 unités de différents produits alimentaires, 20,5 kg de fromage et 70 kg de produits alimentaires de source inconnue. Les contrevenants ont été verbalisés et ont reçu des convocations pour se présenter auprès des différents services concernés pour la poursuite des procédures nécessaires à leur encontre, a-t-on ajouté de même source.

UNIVERSITÉ DES FRÈRES MENTOURI (CONSTANTINE 1)

Lancement d'un challenge pour la meilleure représentation en vidéo de cet édifice d'enseignement supérieur

L'université des Frères Mentouri (Constantine1), vient de lancer un challenge pour la meilleure représentation en vidéo de cet édifice d'enseignement supérieur l'un de plus anciens du pays, a indiqué samedi, le recteur Pr. Ahmed Bouras. L'initiative a été lancée par le Coin Américain (American Corner) et le bureau de liaison Entreprises- Université (Bleu), a indiqué la même source qui a précisé que ce challenge est organisé dans le cadre des préparatifs en cours pour la célébration de Youm El Ilm (16 avril). Les vidéos représentant l'université des Frères Mentouri devront être réalisées en langue arabe pour les œuvres qui seront déposées auprès du bureau de liaison Entreprises- Université (Bleu), et en anglais pour les vidéos mises à l'appréciation du Coin américain, a-t-on souligné, précisant que le concours est ouvert pour les étudiants de cette université. L'organisation de ce genre d'activités a pour objectif de faire la promotion de cette université et développer également le sens de créativité et d'innovation auprès des étudiants, a-t-on estimé.

DAÏRA DE SIDI LAKHDAR (MOSTAGANEM)

Attribution de 360 millions de da pour des projets de développement

Un montant de 360 millions DA a été attribué à des projets de développement dans les communes de la daïra de Sidi Lakhdar (Mostaganem), a-t-on appris,samedi, des services de la wilaya.

Le programme de soutien au développement social et économique des communes de Sidi Lakhdar, Benabdelmalek Ramdane et Hadjadj a alloué 360 millions DA pour financer 28 opérations de développement dans divers secteurs. Dans ce cadre, la commune de Sidi Lakhdar a bénéficié de 8 opérations de développement d'une valeur totale de 127 millions DA, selon la même source. Le secteur des travaux publics a bénéficié de la part la plus importante de ces opérations, avec la réhabilitation des chemins communaux dans les villages d'Ouled Ghazi, Takour, Ouled Lahcen, El Graïna, Sidi Ahmed, Ezzine, Ouled Djilali Belarbi et Rekaknia, entre autres. Cette année, quatre terrains de sport de proximité seront aménagés dans les quartiers de la ville de Sidi Lakhdar, et le réseau d'assainissement sera étendu dans le village de Trabaâ Es-Sahel, fait-on savoir. Le programme de développement social et économique dans la commune avoisinante de Hadjadj comprend 9 opérations d'une valeur totale de 109 millions de dinars pour aménager une partie du village de Trabaâ Es-Sahel, entretenir les chemins dans les villages de Hdadcha et Zerifa, et construire deux terrains de sport de proximité dans les villages de Djebara et Smara. Les villages d'Ouled Boukhatem et El Bouakir de cette même commune bénéficieront d'un projet de réalisation d'un réseau d'assainissement, tandis que le village de Djebabra verra son école primaire dotée d'une cantine scolaire, ajoute la même source. La commune de Benabdelmalek Ramdane verra la réalisation de 11 opérations pour un montant de 129 millions DA, permettant l'aménagement de trois terrains de sport de proximité dans les villages de Deradis, Ouled Younes, et Es-Sakhra, ainsi que l'aménagement du quartier "Saker Mohamed" au centre de la commune, et du village de Rouaouna. Quatre salles de classe seront également réalisées pour l'extension de l'école du village de Deradis. Dans le cadre de ce même programme de développement, un réservoir d'eau sera construit dans le village d'El Behair, ainsi que des réseaux d'assainissement dans les villages d'Ouled Younes, de la ferme Bouchareb, en plus de l'ouverture de chemins dans les villages de Touafir, Chaibia et Derouaich, souligne-ton.

TLEMCEN

1.970 déclarations de devises effectuées via le nouveau système d'information douanier

La direction régionale des Douanes de Tlemcen a enregistré 1.970 déclarations de devises effectuées par les voyageurs via le nouveau système d'information douanier, a-t-on appris samedi. Depuis la mise en service du nouveau système d'information "ALCES" en novembre 2024, la direction a recensé 1.400 déclarations de devises à l'entrée des voyageurs sur le territoire national via l'aéroport international "Messali El Hadj" de Tlemcen, dont 800 depuis le début d'année en cours, ainsi que 570 déclarations à la sortie du territoire via le même aéroport, dont 320 également depuis janvier dernier. Par ailleurs, en ce qui concerne le mouvement des voyageurs via cet aéroport depuis le début de l'année, la direction régionale des Douanes de Tlemcen a enregistré l'entrée de 26.400 passagers et la sortie de 22.153, a-t-on fait savoir de même source. "Ce nouveau système douanier vise à faciliter les opérations de passage aux frontières et à réduire le temps d'attente", a-t-on souligné à la direction régionale des Douanes de Tlemcen. Il permet aux voyageurs, après la création d'un compte sur le site officiel des Douanes, d'enregistrer à distance leurs documents de passage, de déclarer les devises, les objets précieux, ainsi que les effets et bagages personnels, avant d'arriver aux bureaux douaniers, a-t-on expliqué. Par ailleurs, dans le but d'assurer un meilleur contrôle des passagers, l'Inspection principale des voyageurs des douanes de Tlemcen a été renforcée par l'affectation de 37 agents douaniers. Cette mesure vise à faciliter le traitement des vols transportant les membres de la communauté algérienne résidant à l'étranger, en plus de garantir le bon déroulement des vols des pèlerins vers les Lieux saints de l'Islam pour la saison en cours, qui prévoit 19 vols aller-retour au départ de l'aéroport international "Messali El Hadj" de Tlemcen, a-t-on ajouté de même source.

ETÉ 2025

Plusieurs opérations réalisées pour renforcer les réseaux électriques à Laghouat

Plusieurs opérations ont été réalisées pour renforcer les réseaux de distribution d'électricité dans la wilaya de Laghouat, en prévision de l'été 2025, ont rapporté dimanche les services de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz-Distribution). Il s'agit de la réalisation de 30 km de réseaux électriques de haute et basse tension (HT-BT), et l'installation de 23 transformateurs électriques, a-t-on indiqué. Un budget de l'ordre de 277 millions dinars a été alloué à ces opérations, ciblant notamment les quartiers et les cités qui enregistrent des perturbations en matière d'alimentation électrique, a précisé à l'APS, le chargé de communication de l'entreprise, Mourad Ghalem. La wilaya de Laghouat dispose de 80 lignes électriques, réparties sur cinq (5) centres de transformation électrique, au niveau des communes d'Aflou, Laghouat et Hassi R'mel, en attendant l'achèvement des travaux de réalisation de deux nouveaux centres de transformation dans la commune d'El Beidha et la nouvelle ville de Bellil, selon la même source. Elle recense également 4.309 transformateurs électriques de basse tension (BT), un réseau électrique de basse tension (BT) de 3.949 km et un autre de haute tension (HT) de 4.727 km, a-t-on signalé.

TIARET

Mise en service de sept nouveaux projets forestiers

Sept nouveaux projets forestiers sont entrés dernièrement en exploitation dans la wilaya de Tiaret, dans le but de renforcer la protection du couvert forestier, a-t-on appris samedi du conservateur des forêts, Abdelkader Achour. M. Achour a indiqué que ces sept projets, réalisés dans le cadre du programme d'investissement de l'année écoulée, ont nécessité un budget de 151,7 millions de dinars, soulignant qu'ils ont concerné différentes zones de la wilaya disposant d'un couvert forestier. Ces projets ont porté sur l'aménagement de pistes forestières sur une distance de 83,5 kilomètres répartis sur neuf zones dans six communes, ainsi que l'ouverture de nouvelles pistes sur 14 km dans deux zones forestières. Selon la même source, deux nouvelles tours de vigie ont été construites et une troisième a été réaménagée dans trois zones différentes. Une source d'eau a été également aménagée pour être utilisée en cas d'incendie, a-t-il ajouté. Par ailleurs, dans le cadre du même programme, 100 hectares de zones forestières dégradées ou ayant subi des incendies au cours des années précédentes ont été assainis, afin de favoriser leur régénération naturelle. M. Achour a encore annoncé que le secteur a bénéficié, au titre du programme d'investissement de l'année 2025, de deux projets importants, à savoir l'aménagement de 61 km de pistes forestières et la plantation de 200 hectares en diverses essences forestières dans la région de El-Guetifa" dans la commune de Sidi Abderrahmane, dans le but de la protéger de l'ensablement.

Le marché pétrolier et l'OPEP+ face à une nouvelle ère énergétique et aux incertitudes géopolitiques d'un nouveau monde ?

Le prix du baril de pétrole est en train de faire face à une période d'incertitude jamais connue à ce jour pour ce qui est de son évolution à court et même à long terme. Il a d'abord atteint son plus bas niveau autour de 70 dollars depuis plusieurs semaines, puis dégringolé autour de 65 dollars, en moins de 48 heures après l'annonce des nouvelles taxes douanières par le président Trump, soit pratiquement 25 dollars de moins que son niveau de 2024.

Par A. Attar (*)

Il ne semble plus être en mesure de revenir sa moyenne de 80 dollars des années 2023 et 2024, ou plus comme le souhaitent les membres d l'OPEP+, mais pas comme le veut le nouveau Président des USA. Ce dernier multiplie d'une part les pressions sur les pays du Moyen Orient surtout pour augmenter la production, et en même temps les décisions destinées à faire augmenter au maximum la production US, et pratiquement la « mise à mort » des politiques de transition énergétique de son prédécesseur. Mais parallèlement il multiplie des décisions à portée mondiale en matière de sanctions, de taxes douanières, de menaces de guerre, dont les impacts aussi bien géopolitiques qu'économiques sont en train d'entrainer soit l'effet contraire en matière de prix, soit une incertitude et une instabilité qui risquent de modifier complètement la face du monde.

Au point de vue pétrolier, il faut bien reconnaitre que la cohésion au sein de l'OPEP+ a servi depuis 2016, et surtout depuis la reprise économique post pandémie 2020. Le baril de Brent a certes connu une envolée vers 110 à 120 dollars au cours de l'année 2022 suite au conflit russo-ukrainien, puis est revenu dès 2023 à une moyenne de 80 dollars. Les politiques et programmes de transition énergétique à travers le monde ont aussi progressé. Mais est ce que tout cela va survivre maintenant face :

Aux « hésitations » au sein de l'OPEP+ en matière de quotas de production dont certains sont dépassés régulièrement, nécessitant une compensation qui a tardé à venir, et des réductions volontaires qui s'éternisent et sont de plus en plus réclamées en retour par les membres de l'OPEP+.

A l'annonce, non seulement de productions pétrolières importantes à partir de nouvelles découvertes dans de nouvelles régions productrices, mais aussi le revirement total des grands groupes pétroliers qui annoncent la réduction ou simplement l'abandon des stratégies de transition énergétique adoptées au cours des dernières années, et le retour à l'intensification de leurs programmes d'exploration production d'hydrocarbures.

Une sorte de doute autour du succès des politiques et programmes de transition énergétique à travers le monde même si la nécessité de poursuivre les actions en cours n'est pas remise en cause mais seulement retardée et considérée non prioritaire, ce qui encourage en conséquence la poursuite du recours aux énergies fossiles, entrainant le report dans le temps du fameux « zéro carbone ».

Et la « nouvelle donne US » basée sur les pressions du président Trump, ses menaces, et ses politiques économiques (taxes douanières), dont l'objectif est « la dominance économique et énergétique des USA ».

C'est ce qui nous amène à conclure que les incertitudes sont aujourd'hui dominantes pour toutes ces raisons.

Les inquiétudes de l'OPEP+

Cette organisation produit actuellement un peu plus que 45 million de barils de pétrole par jour, correspondant à environ 60% de la production mondiale, ce qui lui a permis de maitriser progressivement depuis 2016 le marché pétrolier, surtout après la pandémie de 2020, et de faire progresser le prix du baril à une moyenne qui convenait plus ou moins à tous ses membres et surtout éviter une chute à des niveaux catastrophiques comme ceux connus au lendemain de la crise de 2014.

Les résultats obtenus n'ont pu l'être que grâce à une cohésion autour d'une politique de « quotas » basée sur un suivi rigoureux des fondamentaux du marché (offre et demande), des négociations parfois difficiles entre eux, des sacrifices de certains membres aussi, y compris avec des coupes volontaires dans leurs quotas de production.

Mais les incertitudes citées ci-dessus sont aussi de plus en plus pressantes, face aux nouveaux paramètres géopolitiques et économiques qui conditionnent le marché, avec en plus les pressions de Trump sur l'OPEP+ pour baisser le prix du baril de pétrole. Ce qui n'arrange absolument pas les intérêts des membres de l'OPEP+, car cela ne pourrait survenir qu'à travers l'arrêt des réductions volontaires actuelles de l'OPEP+, dont le volume est de 2,2 millions de barils par jour, ou alors l'augmentation pure et simple des quotas actuels de ses membres. Or l'OPEP+ prévoit que la demande mondiale pour 2025 et 2026 ne sera que de 1,4 million de barils par jour, et par conséquent à « partager avec d'autres producteurs » qui en ont largement les capacités !

Il faut par conséquent tenir compte de l'arrivée sur le marché dès 2025 des nouvelles productions de pétrole hors OPEP à partir des récentes découvertes à travers le monde, dont certaines se comptent en millions de barils par jour, sans compter celles en gaz naturel dont il faut tenir compte dans la consommation énergétique mondiale.

Pour le moment, le principal risque proviendrait d'une éventuelle absence de cohésion au sein de l'OPEP+ pouvant survenir du fait d'un non-respect des quotas de production, et des engagements de compensation. Plusieurs de ses membres sont effectivement impatients et souhaitent ouvertement augmenter leur production, tels que les Emirats Arabes Unis qui disposent d'une capacité supplémentaire d'au moins 2 millions de barils par jour.

Le Kazakhstan qui dépasse régulièrement son quota de production, a atteint 1,8 million de barils par jour au cours des deux premières semaines de Mars 2025, avec un dépassement de 400.000 barils !

Il prévoit même une augmentation de 10% en 2025, et vient même de limoger son Ministre de l'Energie alors qu'il est en pleine négociation au sein de l'OPEP+ au sujet du non-respect de la conformité de son quota de production. L'Irak est un autre surproducteur et on se demande comment il pourrait réduire la sienne en compensation alors qu'il est sommé par Trump de « remettre dans le pipe qui traverse la Turquie » la production kurde d'environ un million de barils par jour (négociations entre les autorités irakiennes et la partie kurde en cours).

Seule une baisse importante de la production des pays sous sanctions US actuellement (Venezuela, Iran, Russie), et un début de compensation des surproductions, sont en mesure de permettre à l'OPEP+ d'équilibrer les quotas de production de ses membres en attendant des jours meilleurs. Le cas de l'Iran est intéressant à noter, car les sanctions annoncées par Trump en ce moment pourraient mettre en péril sa production qui se situe à environ 3,3 millions de barils par jour grâce à des livraisons massives vers la Chine.

Mais il faut tenir compte maintenant des nouvelles sanctions US qui viennent de s'abattre sur plusieurs dizaines de courtiers et transporteurs (flotte fantome) de ce pétrole iranien, et qui ont engendré l'arrêt de plusieurs dizaines de million de barils iraniens.

C'est ainsi que l'OPEP+ a fini par annoncer :

D'abord en Décembre 2024, un nouveau plan de compensation ainsi que l'annulation progressive des réductions volontaires de 2,2 millions de barils par jour, pouvant aller jusqu'en juin 2026. L'objectif était de mettre sur le marché à partir du mois d'Avril 2025, une production supplémentaire de 138.000 barils par jour.

Puis le jeudi 3 Avril, à la grande surprise de tous les analystes, une augmentation de sa production par 411.000 barils par jour en Mai 2025, soit trois fois plus que prévu initialement. Cela ressemble à un geste fort qui ménage et rassure ses membres mécontents qui ont participé aux coupes volontaires ou respecté leurs quotas, et un avertissement àceux qui ne respectent pas leur quota de production, et encore moins leur engagement en matière de compensation pour rattraper leur excédent passé. Mais c'est aussi, sachant que cela va pousser les prix vers le bas, un signal à Trump et aux autres grands producteurs non-OPEP, qu'une guerre des quotas et des prix n'est dans l'intérêt de personne, sachant surtout qu'une chute en dessous de 60 dollars n'arrangera pas les producteurs américain de pétrole de schiste.

Le marché pétrolier est probablement à la veille d'une profonde mutation sous l'impact de multiples paramètres externes liés à une profonde restructuration du monde au point de vue géopolitique et économique, pouvant passer de façon transitoire par un risque de guerre des parts de marché entre l'OPEP+ et les autres producteurs non-OPEP. La demande est certes stable avec un léger accroissement soutenu par celui de la consommation énergétique mondiale que les énergies renouvelables ne semblent pas pouvoir soutenir malgré leur part de plus en plus importante, mais l'offre soutenue par de nouvelles productions pétrolières un peu partout dans le monde est aussi de plus en plus menaçante.

La seule incertitude qui demeure maintenant est celle liée aux impacts des nouvelles barrières douanières sur l'économie mondiale, décrétées par Trump sur pas moins de 180 pays entre 10 et 50%. A priori ces taxes ne s'appliquent pas aux hydrocarbures, mais les bouleversements en cours sur le plan économique pouvant entrainer une récession mondiale, ainsi que les impacts sur les industries en aval des hydrocarbures, ou encore les transformations des échanges commerciaux qui vont en découler auront un impact certain sur le marché pétrolier et probablement gazier aussi. Le baril est déjà en dessous de 65 dollars, de quoi inquiéter sérieusement les pays de l'OPEP+, mais aussi tous les autres producteurs, en particulier américains.

Incertitude sur les mix énergétiques futurs et recul des politiques de transition énergétique

« La croissance continue des énergies renouvelables à laquelle nous assistons chaque année est la preuve que les énergies renouvelables sont économiquement viables et facilement déployables ». C'est ce qu'a déclaré récemment Francesco La Camera, Directeur général, IRENA, mais en soulignant « que le rythme est encore insuffisant pour atteindre l'objectif fixé lors de la COP28 de tripler la production d'énergie renouvelable pour atteindre 11 térawatts d'ici 2030 ».

Il faut cependant faire la part entre cette capacité de production d'énergie qui correspond à 46,4% de la capacité mondiale installée, et sa part dans la consommation totale d'énergie primaire, c'est-à-dire dans tous les usages et non par l'électricité seulement. Cette part n'est que de 15% en 2024, dont une majeure partie à partir de l'hydroélectricité.

(A suivre)

(*) Expert en énergie, ancien ministre de l'énergie
Source : Energymagazinedz.com, le 5 avril 2025

TUNISIE

Un géant chinois s'intéresse à des investissements au Kef

Les responsables de la société chinoise d'investissements internationaux "Asia Potash" ont exprimé leur intérêt à investir dans le secteur minier en Tunisie, en particulier le phosphate dans le gouvernorat de Kef, ainsi que dans la construction d'un complexe industriel minier.
Lors d'une rencontre à Tunis avec le directeur général de l'Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur, Jalal Tabib, les responsables de la société chinoise ont anticipé une extraction d'un million de tonnes de phosphate dans une première phase, pour atteindre 8 millions de tonnes à moyen terme, avec un investissement d'environ 800 millions de dollars américains, selon un communiqué publié vendredi par l'Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur.
"Asia Potash" est une entreprise spécialisée dans l'exploitation du potassium, le développement du secteur agricole, et œuvre pour le développement de l'industrie du phosphate à travers le monde.
Le champ d'action de "Asia Potash International Investment" inclut également le transport international de marchandises en vrac, telles que le charbon et le minerai de fer, ainsi que les services logistiques.
La délégation chinoise, dirigée par YuBaoli, vice-président du département du développement industriel, et Huo Meng Faimen, directeur des investissements en développement minier, a rencontré le responsable tunisien.
De son côté, le directeur général de l'Agence de l'Investissement Extérieur, a salué le choix du groupe chinois d'investir en Tunisie dans un partenariat mutuellement avantageux, soulignant l'engagement de la Tunisie à soutenir les investisseurs étrangers, selon le communiqué de l'Agence.
Il a également présenté un aperçu général des investissements étrangers en Tunisie, mettant en lumière la présence d'entreprises chinoises et les avantages offerts par la Tunisie pour les investissements étrangers, selon la même source.

MAURITANIE

Les pastèques locales gagnent le cœur de l'Europe

La Mauritanie est en train de vivre une véritable «révolution» agricole. Pas parce que les politiques mises en place par les pouvoirs publics privilégiant l'autosuffisance alimentaire en ce qui concerne certaines productions, comme le riz et les légumes, a connu le succès escompté, mais parce que les terres de la Vallée du fleuve Sénégal attirent, de plus en plus, des investisseurs marocains qui ont misé sur la filière pastèque et ont réussi, en quelques années, à conquérir les marchés européens.

C'est véritablement un miracle que les pastèques, jadis importés du Sénégal voisin, soient aujourd'hui consommés à vil prix par des Mauritaniens ravis d'apprendre que ce produit est même exporté vers les marchés européens.
Une information reprise par les journaux mauritaniens, sous forme de triomphe, en rapportant que des dizaines de camions, voire des centaines, transitent par le port de Tanger pour aller livrer ce fruit en Europe.
Comme pour beaucoup d'autres domaines où les Mauritaniens payent le prix de leur paresse, en ne parvenant pas à tirer profit des opportunités qui s'offrent à eux, ce sont des investisseurs privés étrangers, en l'occurrence marocains, qui ont réussi, grâce à leur savoir-faire, à rendre rentable cette filière agricole destinée à l'export.

«La saison des pastèques mauritaniennes»

La réussite est telle qu'on n'hésite pas à parler, outre Méditerranée, de «la saison des pastèques mauritaniennes» qui a commencé, cette année, le 8 janvier, avec la variété Dumara, soit environ dix jours plus tôt que l'année dernière.
Les exportateurs marocains, parfois associés à des Mauritaniens, se frottent les mains : la tendance générale à un démarrage plus précoce de la campagne entraîne souvent une demande relativement élevée dès le début de l'année. La course à l'exportation de la pastèque mauritanienne est, pour le moment, une affaire marocaine tant par les investissements que par l'expertise agricole et le transit par le port de Tanger. Depuis plusieurs années, l'entreprise allemande Wuppertal se consacre à l'importation directe en provenance de ce pays d'Afrique de l'Ouest. Les producteurs ont bien saisi l'importance des enjeux commerciaux car, autrefois, la saison ne commençait qu'avec les premières pastèques Dumara du Maroc qui n'arrivent qu'en avril. Désormais, la marchandise précoce de Mauritanie s'est bien implantée, avec des volumes en hausse chaque année. Les prix à l'achat en 2025 se situent autour de 1,50 €/kg, légèrement en baisse par rapport à l'année précédente.

La pastèque mauritanienne bien classée sur les rayons français

Dans sa conquête du vieux continent, la pastèque mauritanienne a encore bien franchir la frontière française où 30.880 tonnes auraient été vendues sur ce marché plaçant la Mauritanie à la troisième place sur les importations françaises de cette denrée où Marocains et Espagnols occupent les deux premières places avec respectivement des volumes de 121.910 et 99.220 tonnes.

LIBYE

Tripoli fait une nouvelle avancée vers l'accroissement de sa production de brut

La Libye cherche à augmenter sa production de brut, après le déclin observé dans le contexte de la crise de 2011. Les autorités ciblent les 2 millions b/j d'ici 2026, misant notamment sur la relance de certains projets et l'optimisation des champs producteurs.
La Libye accroit ses efforts pour optimiser sa production pétrolière et retrouver les niveaux d'avant la crise de 2011. Une nouvelle avancée a notamment été rapportée dans ce sens par la National Oil Corporation (NOC), qui a annoncé le samedi 15 mars la réussite d'un programme de forage sur le champ pétrolier Matkhandoush dans le bassin de Murzuq.
L'opération qui a été menée par la SirteOil and Gas Company, s'est focalisée sur le puits de développement horizontal J5-H et son réservoir Mamouniyat.
On apprend à cet effet qu'une analyse des roches de ce réservoir a révélé des fractures naturelles ouvertes. Ces dernières auraient ensuite servi de base pour un tracé de puits, conduisant à l'identification d'une minéralisation.
D'après les tests préliminaires effectués, les débits d'hydrocarbures mesurés devraient contribuer à une augmentation du taux de production du champ Matkhandoush à 10 000 barils par jour. Un nouvel accomplissement qui, conjugué aux derniers développements rapportés dans l'industrie pétrogazière libyenne, souligne une certaine dynamique dans les efforts visant à augmenter la production nationale.
Notons que la semaine dernière, la NOC a annoncé la reprise des activités sur le champ Mabruk après une décennie d'arrêt, injectant 5000 b/j dans la production nationale, avec à terme un taux de production de 25 000 b/j attendu d'ici juillet.
Selon les données officielles de la compagnie publique, les champs pétroliers libyens livraient en février 1,6 million b/j, en hausse comparativement au plateau de 1,4 million b/j rapporté en décembre 2024. Tripoli veut porter le taux national à 2 millions de barils par jour d'ici 2026.
Pour rappel, l'économie libyenne dépend fortement de l'exploitation du pétrole et du gaz, activité qui représente 97% des exportations du pays, selon la BAD. L'institution financière s'est montrée optimiste dans ses perspectives de croissance pour le pays en 2025, avec un taux estimé à 6,2%, principalement porté par la dynamique du secteur pétrogazier.

ÉMIRATS ARABES UNIS

Une croissance de 5 à 6 % attendue pour l'économie nationale en 2025

Abdullah bin Touq Al Marri, ministre de l'Économie, a prévu une croissance de 5 à 6 % pour l'économie nationale des Émirats arabes unis en 2025, soutenue par la performance robuste de secteurs clés tels que la technologie, les énergies renouvelables, le commerce, les services financiers et les infrastructures. Dans une déclaration à l'Agence de presse des Émirats (WAM), en marge du deuxième jour du Sommet mondial des gouvernements 2025 à Dubaï, Al Marri a souligné que la croissance du PIB des Émirats arabes unis a enregistré une moyenne de 4,8 % entre 2021 et 2024, tandis que la croissance du PIB hors hydrocarbures a atteint en moyenne 6,2 %. Il a également noté que la contribution des secteurs non pétroliers au PIB national a atteint 75 %, consolidant ainsi les progrès réalisés vers les objectifs de la vision "Nous, les Émirats 2031".Il a affirmé que cette croissance soutenue témoigne de la capacité de l'économie nationale à maintenir une expansion élevée et durable, en comparaison avec les économies avancées. Il a ajouté que les Émirats arabes unis disposent d'une stratégie économique claire qui englobe l'économie circulaire, l'économie spatiale et les secteurs émergents, tout en explorant de nouveaux blocs économiques, en établissant des partenariats et en attirant les investissements étrangers.
Al Marri a également souligné que, grâce à la vision et aux directives de la direction du pays, l'économie des Émirats arabes unis bénéficie d'une résilience et d'une solidité remarquables face aux défis mondiaux, tout en maintenant une croissance durable. Cette dynamique est soutenue par des stratégies claires qui renforcent le nouveau modèle économique basé sur la connaissance, l'innovation et les technologies avancées.

KENYA

NCBA Group obtient une garantie de 23 millions $ pour financer des PME

Le Fonds africain de garantie et le groupe financier NCBA ont renouvelé leur partenariat à travers un nouvel accord de garantie. Il vise à renforcer la capacité de la banque à octroyer des prêts aux PME au Kenya, notamment dans les secteurs stratégiques comme l'agriculture, le commerce et l'énergie durable.

Le groupe de services financiers est-africain, NCBA Group, a conclu un accord de garantie de 3 milliards de shillings kényans (environ 23,2 millions $) avec le Fonds africain de garantie (AGF).
Ce mécanisme de partage des risques, annoncé ce jeudi 3 avril 2025, vise à renforcer la capacité de NCBA à accorder des prêts aux PME kényanes, en particulier celles dirigées par des femmes. Il inclut un volet dédié au financement vert, facilitant l'accès aux fonds pour des projets liés aux énergies renouvelables et à l'agriculture durable.
En complément, la banque bénéficiera d'une assistance technique et des formations destinées aux PME, afin d'améliorer leur gestion financière et leurs perspectives de croissance. Selon John Gachora, directrice générale du groupe, « ce partenariat avec l'AGF permettra à NCBA d'accroître son engagement envers le segment des PME du Kenya, de promouvoir le développement de projets dans les domaines de l'énergie renouvelable et de l'agriculture durable et de soutenir les entreprises dirigées ou détenues par des femmes ».
Cette garantie est la deuxième collaboration entre NCBA Group et l'AGF, qui travaillent ensemble depuis plus de 12 ans pour améliorer l'accès au financement des PME. En 10 ans, NCBA affirme avoir accordé 17 milliards de shillings kényans de prêts à 696 PME. Pour la seule année 2024, 24% des crédits du groupe ont été alloués au secteur manufacturier, 16% au commerce et 14% aux transports.
Selon un article de la Banque africaine de développement (BAD) publié en juin 2023, la demande de financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au Kenya reste largement insatisfaite. Dans ce pays, le déficit de financement des PME s'élève à 19,38 milliards de dollars, soit environ 30% du PIB du pays. Les femmes entrepreneures font face à plusieurs obstacles, notamment un accès limité au financement, un manque de compétences en gestion, ainsi que des contraintes juridiques, sociales et politiques. Les banques perçoivent souvent leurs entreprises comme risquées en raison du manque d'actifs en garantie et de leur taille réduite. Favoriser l'investissement privé dans ce segment est donc essentiel pour une croissance économique plus inclusive.
Au-delà du Kenya, NCBA Group est présent au Rwanda, en Tanzanie, en Ouganda, et dans certains marchés d'Afrique de l'Ouest via des filiales non bancaires.

CÔTE D'IVOIRE

Le pays prévoit des droits compensateurs sur l'importation de poissons

En Côte d'Ivoire, le poisson est le principal poste de dépense des importations alimentaires, devant le riz et le blé. Pour favoriser la production locale, le gouvernement cherche à limiter l'impact des importations.
En Côte d'Ivoire, le gouvernement envisage de mettre en place une taxe compensatoire sur les importations de produits halieutiques afin de soutenir la production locale.
C'est ce qu'a révélé Sidi Tiémoko Touré, ministre des Ressources animales et halieutiques, le 2 avril. Cette initiative vise notamment à réduire la compétitivité des poissons importés en masse, ce qui constitue un frein à l'écoulement de la production locale, selon le ministre.
D'après les données compilées par la direction générale des douanes, la nation éburnéenne a en effet importé 726 258 tonnes de poissons, d'une valeur de 507,5 milliards de francs CFA (environ 855 millions $) en 2023. En comparaison, la production nationale de poissons (pêche et aquaculture) ne s'est établie qu'à 106 000 tonnes en 2022, selon les données de la Banque mondiale.
Avec l'application d'un droit compensateur sur l'importation de poissons, le gouvernement espère développer la production halieutique locale, qui reste encore largement insuffisante pour couvrir la demande du marché intérieur.
Cette décision s'appuie sur le succès d'une politique similaire mise en place dans la filière avicole.
Il convient de rappeler que depuis 2009, les importations de volaille en Côte d'Ivoire sont soumises à un prélèvement compensatoire de 1 000 FCFA par kilogramme, afin de contrer les effets des subventions à l'exportation accordée par les pays fournisseurs.
D'après M. Touré, cette mesure a permis à la filière avicole ivoirienne de se renforcer, avec un cheptel dont la taille a plus que doublé, passant de 57,4 millions de têtes en 2015 à plus de 129,4 millions en 2023.
Le gouvernement espère obtenir des résultats similaires dans la filière halieutique avec l'instauration de ce droit compensateur sur les importations de poissons. Toutefois, le succès de cette mesure dépendra de la capacité des producteurs locaux à accroître leur production et à proposer des prix compétitifs pour réduire la dépendance du pays aux importations.

GHANA

Le solaire flottant, une piste pour l'accès à l'électricité sans mobiliser les terres

En Afrique, la plupart des centrales solaires sont installées sur des terres où leur exploitation est jugée plus efficace. Cependant, les projets solaires flottants offrent une alternative pour élargir l'accès à l'électricité sans empiéter sur les terres.
Le Ghana a inauguré une centrale solaire flottante de 5 MW sur la rivière Black Volta, la plus grande d'Afrique de l'Ouest, selon des informations relayées mercredi 2 avril par la presse. Si ce projet constitue une avancée dans la stratégie de transition énergétique du pays, il illustre surtout le potentiel stratégique du solaire flottant en Afrique.
Effet, dans un contexte où près de 600 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité, cette technologie qui repose sur des panneaux photovoltaïques montés sur des flotteurs, positionnés sur des plans d'eau, apparaît comme une solution clé pour renforcer la fourniture d'énergie.
Concrètement, l'approche illustrée par la centrale solaire flottante ghanéenne permet d'optimiser les infrastructures déjà en place, de réduire les coûts de connexion au réseau et d'améliorer la stabilité énergétique en évitant l'occupation de terres agricoles ou urbaines.
Cette technologie constitue une alternative permettant de réduire les contraintes foncières. L'eau sur laquelle elle est déployée peut aider à refroidir les panneaux, ce qui améliore leur rendement de 5 à 15 % par rapport aux installations au sol. En parallèle, elle contribue à la réduction de l'évaporation des réservoirs, un atout essentiel dans les zones arides.

Un modèle qui ouvre de nouvelles perspectives

Dans un continent où la pression foncière complique l'essor des énergies renouvelables, le solaire flottant ouvre de nouvelles perspectives.
Son intégration avec l'hydroélectricité permet d'équilibrer la production énergétique, en fournissant de l'électricité solaire en journée et en préservant les réserves d'eau pour la production hydraulique nocturne.
Plusieurs pays africains développent des projets de solaire flottant. Au Kenya, un projet de centrale solaire flottante de 70 MW est en préparation sur le lac Victoria, dans le comté de Homa Bay. En Afrique du Sud, une installation de panneaux photovoltaïques flottants est en cours sur un réservoir à Mpumalanga. Idem en Côte d'Ivoire où un appel d'offres a été lancé pour une centrale de 20 MW sur le réservoir du barrage de Kossou. Au Nigeria, des initiatives privées portent sur l'installation de panneaux solaires flottants, notamment à Lagos.

TOGO

Suspension des exportations de karité pour soutenir l'industrie locale

Le Togo, septième producteur mondial de karité, a annoncé récemment la suspension des exportations de noix et d'amande de karité. La mesure vise à pallier les difficultés d'approvisionnement des unités de transformation locales, qui peinent à trouver de matière première en quantité suffisante pour tourner à plein régime.
Cette décision s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la transformation locale, rapporte Togo First. Avec une production annuelle d'environ 40 000 tonnes, le pays ne parvient pas à alimenter ses principales unités industrielles, notamment NIOTO et Label d'Or, dont les capacités de traitement s'élèvent respectivement à 35 000 et 10 000 tonnes d'amandes de karité par an. L'écart entre l'offre et la demande locale a incité plus précisément les ministères du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, de l'Économie et des Finances, et de l'Agriculture, de l'Hydraulique villageoise et du Développement rural, à suspendre temporairement les exportations pour garantir un meilleur approvisionnement du marché intérieur.
Jusqu'à présent, le Togo exporte près de 25 000 tonnes de noix et d'amandes de karité par an, captant 5 % du marché ouest-africain.
Avec la suspension des exportations, l'objectif in fine est de promouvoir une filière appelée à générer plus de valeur ajoutée, et de réduire la dépendance du pays aux marchés extérieurs. Renforçant ainsi la compétitivité de la filière et soutenir la croissance des industries locales.

Le Togo, septième producteur mondial de karité, a annoncé récemment la suspension des exportations de noix et d'amande de karité. La mesure vise à pallier les difficultés d'approvisionnement des unités de transformation locales, qui peinent à trouver de matière première en quantité suffisante pour tourner à plein régime.
Cette décision s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la transformation locale, rapporte Togo First. Avec une production annuelle d'environ 40 000 tonnes, le pays ne parvient pas à alimenter ses principales unités industrielles, notamment NIOTO et Label d'Or, dont les capacités de traitement s'élèvent respectivement à 35 000 et 10 000 tonnes d'amandes de karité par an. L'écart entre l'offre et la demande locale a incité plus précisément les ministères du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, de l'Économie et des Finances, et de l'Agriculture, de l'Hydraulique villageoise et du Développement rural, à suspendre temporairement les exportations pour garantir un meilleur approvisionnement du marché intérieur.
Jusqu'à présent, le Togo exporte près de 25 000 tonnes de noix et d'amandes de karité par an, captant 5 % du marché ouest-africain.
Avec la suspension des exportations, l'objectif in fine est de promouvoir une filière appelée à générer plus de valeur ajoutée, et de réduire la dépendance du pays aux marchés extérieurs. Renforçant ainsi la compétitivité de la filière et soutenir la croissance des industries locales.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Marchés au bord de la crise de nerfs

La semaine a été très violente pour les places financières. Les grands indices ont lourdement chuté, suite à l'annonce de droits de douane " réciproques " bien supérieurs aux attentes par Donald Trump. Le minimum syndical est de 10% mais certains pays dépassent très largement ces sanctions punitives. La Chine écope au total de 54% de droits de douane, le Vietnam 46% et l'Union européenne s'en tire presque bien, avec " seulement " 20%. Pour autant, la volatilité s'envole avec le vif retour de l'aversion au risque. Et pour couronner le tout, la Chine a elle aussi annoncé des droits de douane de 34% sur les produits américains ce vendredi, accentuant un peu plus les incertitudes. La guerre commerciale semble bel et bien lancée.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops :

Fortnox +31,68 % : l'entreprise suédoise spécialisée dans les logiciels de comptabilité a reçu une offre d'achat de la société d'investissement EQT, valorisant les actions avec une prime de plus de 35 %.

Les foncières allemandes : Vonovia, TAG Immobilien, LEG Immobilien… Les foncières résidentielles bénéficient de deux éléments favorables : leur exemption des droits de douane et la spéculation sur une potentielle baisse des taux d'intérêt, alimentée par un afflux de capitaux vers les obligations.

Les valeurs défensives : il est encore trop tôt pour parler de krach, mais la prudence pousse les investisseurs vers des secteurs jugés plus sûrs, notamment dans la consommation essentielle et les besoins primaires. Parmi eux, les services collectifs (WasteManagement, Iberdrola, Engie…), les télécoms (Verizon, AT&T, Orange…) et l'agroalimentaire (Nestlé, Danone, Mondelez, Kraft Heinz, Unilever, …). À cela s'ajoute le secteur de la santé, avec des valeurs comme Pfizer, AstraZeneca, Johnson & Johnson, AbbVie ou Sanofi.

Lamb Weston +9,24 % : le spécialiste américain des pommes de terre surgelées dépasse les attentes grâce à une hausse des volumes vendus, qui compense largement la baisse des prix.

Flops

Les équipementiers sportifs : les Allemands Puma et Adidas, les Américains Nike, Lululemon et Deckers (marque Hoka) ou encore le bijoutier danois Pandora sont lourdement touchés en raison de leur recours à la sous-traitance en Asie pour écouler les produits sur les marchés occidentaux. Donald Trump a instauré des tarifs douaniers de 46 % sur le Vietnam, 49 % sur le Cambodge, 32 % sur l'Indonésie, 37 % sur le Bangladesh et 34 % sur la Chine, qui s'ajoutent aux 20 % précédemment annoncés.

Gerresheimer -24,66 % : le fonds d'investissement KKR a quitté le consortium qui projetait de racheter le fabricant de produits pharmaceutiques. L'offre initialement déposée par le consortium atteignait 90 € par action.

Maurel -25,11 % : les autorités américaines ont révoqué la licence d'exploitation du groupe pétrolier d'origine française, qui lui permettait d'exporter des énergies fossiles vénézuéliennes. L'Italien Eni et l'Espagnol Repsol sont aussi concernés.

Amundi -15,46 % : UniCredit envisage de ne pas renouveler son accord de vente avec le gérant d'actifs (détenu par Crédit Agricole) lorsqu'il arrivera à terme dans deux ans. Amundi est en effet pris entre le marteau et l'enclume. Au centre du jeu : l'offensive d'UniCredit sur Banco BPM, alors même que Crédit Agricole (dont l'Italie est le plus gros marché hors de France) était devenu en 2022 le principal actionnaire de BPM.

LPP -14,31 % : le détaillant de mode polonais, qui opère en Europe de l'Est, a présenté des chiffres inférieurs aux attentes à cause de la hausse des coûts opérationnels. En Pologne, la main-d'œuvre et l'expansion coûtent désormais plus cher.

Travis Perkins -9,65 % : le distributeur de matériaux de construction présentait ses résultats annuels en début de semaine. Les profits ont baissé d'un quart à cause de l'impact des taux d'intérêt et des difficultés sur le marché. Les propriétaires favorisent la rénovation à la construction. Le groupe doit aussi faire face à une gouvernance incertaine suite au départ du PDG le mois dernier pour des raisons de santé et au fait que le concurrent Breedon Group a présenté d'excellents résultats.

Matières premières

Energie : Double peine pour le pétrole, pris en tenaille entre la guerre commerciale lancée par les Etats-Unis et l'annonce surprise de l'OPEP+, enclin à accélérer l'augmentation de sa production. L'administration Trump a introduit des tarifs douaniers sur toutes les importations, avec des droits spécifiques frappant durement la Chine. Le géant asiatique a répliqué avec des droits supplémentaires sur les produits américains, ce qui a intensifié les craintes d'un ralentissement économique mondial, dommageable à la demande en pétrole. Du côté de l'offre, les choses se compliquent également. L'OPEP+ a annoncé une augmentation de l'offre pétrolière pour mai, bien plus importante qu'initialement prévu. Pour donner un ordre de grandeur, l'augmentation de mai devrait s'élever à 411 000 barils par jour au lieu de 138 000. Les prix pétroliers ont ainsi lourdement chuté cette semaine, la baisse avoisine 10 %. Le Brent s'échange à 65 USD, soit son plus bas niveau depuis 2021, et le WTI est tombé à 61,50 USD.

Métaux : Protectionnisme et activité industrielle ne font pas bon ménage. C'est dans ce cadre que le cuivre a plongé à Londres à 8915 USD (prix spot). A l'instar du pétrole, la hausse des droits de douane de 34 % imposés par la Chine sur les produits américains, en réponse aux mesures de protectionnisme des États-Unis, suscite des inquiétudes sur la demande mondiale de métaux. L'aluminium et d'autres métaux non ferreux comme le plomb, le nickel, et le zinc ont également vu leurs prix baisser.

L'or a inscrit un nouveau sommet historique à 3167 USD, mais subit des dégagements au cours des dernières 48h. Probablement des appels de marge qui doivent être honorés, forçant les opérateurs à se séparer d'une partie de leur exposition à l'or.

Produits agricoles : Les céréales n'échappent pas au marasme ambiant. Une grande partie de la production américaine est exportée, plus particulièrement le soja. Blé, maïs et soja cèdent donc logiquement du terrain à Chicago. Le boisseau de blé s'échange à 521 cents (contrat échéance mai 2025), contre 450 cents pour le maïs.

Macroéconomie

Ambiance : Consolidation passagère ou authentique récession en vue ? Les milieux financiers font leurs comptes et essaient de chiffrer les conséquences de l'instauration de droits de douane réciproques par les Etats-Unis sur l'économie mondiale. L'équation n'est pas facile devant tant d'inconnues, à commencer par le fait que lesdits tarifs sont susceptibles d'évoluer à tout moment au gré des négociations entre les différents parties prenantes. En attendant, les yeux sont tournés vers le consommateur américain dont le moral commence à flancher. Heureusement, le marché de l'emploi reste résilient avec 228 000 créations d'emplois en mars contre 140 000 attendues ce qui semble peu compatible, au moins pour le moment, avec une prochaine récession et ce, même si le taux de chômage a grignoté 0.1 point à 4.2%. Les rendements obligataires, en chute libre, anticipent peut-être une future détente des taux directeurs de la Réserve fédérale. Affaire à suivre.

Crypto : Contre toute attente, le bitcoin a fait preuve de résilience cette semaine, malgré un climat particulièrement anxiogène pour les investisseurs. Le BTC reste stable, évoluant autour des 83 000 dollars. Une tendance qui se reflète dans les ETF Bitcoin Spot, dont l'encours total est également resté globalement inchangé autour des 92 milliards de dollars. Mais si le bitcoin tient bon, le reste du marché crypto encaisse le choc. L'ether (ETH) recule de 1% pour tomber à 1 790 dollars, le Binance Coin (BNB) perd 2%, tandis que Solana (SOL) enregistre l'une des plus fortes baisses de la semaine avec un repli de 7,5%, à 115 dollars. À moins d'un catalyseur haussier majeur, le marché des cryptomonnaies pourrait bien rester sous pression tant que le contexte macroéconomique mondial demeurera tendu.

Quelle semaine ! Les investisseurs s'étaient positionnés pour affronter un orage, ils se sont retrouvés face à un ouragan. Donald Trump a frappé plus fort que prévu avec ses tarifs douaniers du 2 avril. Tout le monde en a pris pour son grade. Trop, peut-être, puisque Wall Street a totalement perdu pied, comme un signe que la politique de la Maison Blanche risquait de pénaliser au premier chef les Etats-Unis. La riposte "oeil pour oeil, dent pour dent" de la Chine vendredi n'a fait qu'ajouter à la confusion, tandis que l'Europe a l'air prête à faire front elle aussi.

Reste le facteur X, la banque centrale américaine, celle vers qui tout le monde se tourne quand les choses tournent vraiment mal...

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 04 Avril 2025
Valeur : 08 Avril 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.2501	133.2651
1	EUR	EURO	146.4552	146.4983
1	GBP	POUND STERLING	173.2321	173.2741
100	JPY	JAPANESE YEN	90.9868	91.0032
1	CNY	CHINESE YUAN	18.2965	18.3024
1	CHF	SWISS FRANC	155.7570	155.7927
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.1497	94.1736
1	DKK	DANISH KRONE	19.6276	19.6319
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.4246	13.4470
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.6599	12.6657
1	AED	UAE DIRHAM	36.2763	36.2833
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5135	35.5194
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.7707	432.9600
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.4825	43.9196
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.9905	13.9921
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4788	27.6197
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3372	3.3475
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.5219	178.5219

FACE AUX DROITS DE DOUANES US

Les Bourses de Mexico, Sao Paulo et Buenos Aires flanchent

Les Bourses de Mexico, Sao Paulo et Buenos Aires ont clôturé en fort repli vendredi, avec des chutes oscillant entre environ -3% et plus de -7%, dans le sillage des principaux marchés mondiaux qui tremblent face aux droits de douane imposés par le président américain Donald Trump. L'indice IPC de la Bourse mexicaine des valeurs (BMV) a fini en baisse de 4,87% à 51.452,73 points. Il avait pourtant clôturé en légère hausse (+0,54%) la veille. Mercredi, le président américain avait annoncé qu'il allait imposer des droits de douane réciproques à la quasi totalité des pays, mais pas au Mexique, son premier partenaire commercial. La deuxième économie d'Amérique latine, reste toutefois exposé aux droits de douane à 25% déjà annoncés par les Etats-Unis sur l'industrie automobile, l'acier et l'aluminium. En Argentine, troisième économie de la région, l'indice phare Merval a chuté de 7,38% à 2.107.815,91 points, tandis qu'au Brésil, première économie d'Amérique latine, l'indice Bovespa a abandonné 2,96% à 127,256 points. Ces deux pays ont été frappés par des droits de douane américains de 10%, à l'instar d'une grande partie de l'Amérique latine.

SUISSE

L'industrie horlogère craint de payer plus cher les droits de douane imposés par Donald Trump

Lors de sa campagne électorale, le président américain Donald Trump avait mis en vente des montres suisses à 100 000 dollars fabriquées en Suisse. Or, l'horlogerie est le secteur le plus touché par le décret de la Maison blanche. Ce texte est tombé en plein salon horloger de Genève, où les grandes marques présentaient leurs nouveautés, portant un sérieux coup au secteur.

La Suisse s'est vu imposer des droits de douane de 31 % (contre 20 % pour l'Union européenne), pénibles à absorber même pour des fabricants de montres de luxe. Les États-Unis sont le plus gros marché des horlogers suisses, qui a absorbé 16,8 % de leurs exportations en 2024. Les exportations de montres suisses s'y chiffraient à 4,37 milliards de francs suisses (4,65 milliards d'euros), en hausse de 5 % sur un an, aidant à atténuer la forte chute de la demande en Chine. Yves Bugmann, le président de la fédération horlogère, a réagi auprès de l'AFP, déclarant que ces droits de douane étaient « nuisibles et injustifiés ». Il demande au Conseil fédéral (gouvernement) d'expliquer « rapidement le point de vue de l'économie » suisse à ses homologues américains. Jeudi, la présidente de la Confédération et le ministre de l'Économie ont déclaré vouloir se rendre « très prochainement » aux États-Unis pour tenter de convaincre l'administration de Donald Trump que ces mesures douanières sont « contreproductives pour tous ». Pour l'instant, la Suisse a choisi de ne pas répliquer pour ne pas faire monter la tension avec Washington. Et pour compenser ces droits de douane « clairement plus élevés qu'attendu », les prix vont devoir augmenter d'environ 11 à 13 %, selon les analystes de la Banque cantonale de Zurich, qui doutent qu'ils puissent être répercutés intégralement, au détriment des marges. L'ampleur des droits de douane « a pris tout le monde par surprise », a indiqué Jon Cox, analyste chez Kepler Cheuvreux, à l'AFP, qui s'attend lui aussi à des répercussions sur la rentabilité. Les grandes marques se réunissent chaque année au salon Watches&Wonders, un événement luxueux organisé à Genève. Toutefois, la ville entière vibre au rythme de l'horlogerie à grand renfort de fêtes et d'expositions, les petites marques profitant également de l'occasion pour organiser des événements et attirer les collectionneurs et les détaillants. Cependant, cette année, « l'ambiance est plutôt maussade », constate Jon Cox, qui s'attend cependant à ce que le gouvernement cherche à négocier une réduction des droits de douane. « Il est évident qu'il y aura un impact, mais nous restons optimistes », a déclaré à l'AFP Edouard Meylan, le patron de la marque de luxe H. Moser, car « beaucoup pensent que cette mesure sera temporaire ».

ETATS UNIS

SpaceX en lice pour décrocher un contrat de plusieurs milliards de dollars avec le Pentagone

L'entreprise d'Elon Musk pourrait se voir confier l'envoi de satellites militaires sensibles au profit des forces armées américaines.
Les entreprises américaines SpaceX, dirigée par le milliardaire Elon Musk, et United Launch Alliance, une coentreprise de Boeing et Lockheed Martin, devraient chacune décrocher vendredi un contrat de plusieurs milliards de dollars avec la U.S. Space Force, la branche des Forces armées des États-Unis destinée à la conduite d'opérations militaires dans l'espace. Ce contrat porte sur le lancement de certains des satellites les plus sensibles du Pentagone dans les années à venir, selon deux sources proches de la décision. Le programme phare de la U.S. Space Force, le National Security SpaceLaunch, qui prévoit l'attribution d'environ 50 missions d'ici 2029 sous forme de commandes progressives, devrait annoncer vendredi sa sélection, avec SpaceX et United Launch Alliance parmi les lauréats, ont indiqué des sources au fait du dossier à l'agence Reuters. Le bureau du SpaceSystems Command de la U.S. Space Force n'a pas encore répondu aux sollicitations des journalistes.
Thales Alenia Space présente Halo, première étape de la future station orbitale Lunar Gateway

GUERRE COMMERCIALE

Donald Trump admet que «cela ne sera pas facile» mais appelle à «tenir bon»

Le président a évoqué une "révolution économique" au sujet de son offensive commerciale protectionniste, admettant que "cela ne sera pas facile". "Tenez bon", a lancé Donald Trump après l'entrée en vigueur des droits de douane additionnels de 10% visant une grande partie des produits importés par les États-Unis, reconnaissant que cela n'allait "pas être facile" face aux risques d'inflation. La Chine, "comme beaucoup d'autres" pays, "nous a maltraités de manière insoutenable" mais "ce n'est plus le cas" aujourd'hui, a affirmé Donald Trump dans un message posté ce samedi sur son réseau social Truth Social. "Nous ramenons des emplois et des entreprises comme jamais auparavant", a assuré le président américain, évoquant une "révolution économique" que les États-Unis "gagneront". "TENEZ BON, cela ne sera pas facile, mais le résultat final sera historique", a avancé Donald Trump. Ce plancher universel de 10%, s'ajoutant aux taxes douanières qui existaient au préalable, représente une déflagration pour le commerce mondial qui doit s'amplifier dans les jours qui suivent

« ZÉRO DROITS DE DOUANE ENTRE LES ETATS-UNIS ET L'EUROPE »

Musk défie Trump sur les taxes

Le milliardaire et membre du gouvernement américain Elon Musk a fait part de sa volonté de voir aboutir une "zone de libre-échange" entre le Vieux Continent et l'Amérique du Nord, ce samedi 5 avril, en plein chaos provoqué par la politique douanière de l'administration Trump.
Le multimilliardaire américain Elon Musk, membre de l'administration Trump, a déclaré ce samedi 5 avril espérer tendre vers "une zone de libre-échange" entre l'Europe et l'Amérique du Nord, avec des "droits de douane nuls", lors du Congrès de la Ligue italienne anti-migrants à Florence.L'Europe et les États-Unis "devraient idéalement évoluer, à mon avis, vers une situation de droits de douane nuls, créant ainsi une zone de libre-échange entre l'Europe et l'Amérique du Nord", a déclaré Elon Musk lors d'une intervention en vidéo, répondant à Matteo Salvini, dirigeant du parti d'extrême droite La Ligue et vice-chef du gouvernement italien ultraconservateur.
"J'espère que les États-Unis et l'Europe pourront établir un partenariat très étroit", a également déclaré le magnat américain, répondant à Matteo Salvini, l'un de ses admirateurs inconditionnels, dirigeant du parti d'extrême droite La Ligue et vice-chef du gouvernement italien ultraconservateur.

Musk a "conseillé le président Trump" dans le sens d'un rapprochement

Ses déclarations interviennent trois jours après la signature, par le président américain Donald Trump, d'un décret prévoyant notamment 20% de taxes additionnelles sur les marchandises arrivant aux États-Unis en provenance de l'Union européenne (UE).
Se disant favorable à "davantage de liberté de mouvement entre l'Europe et l'Amérique du Nord", Elon Musk a déclaré: "Que l'on souhaite travailler en Europe ou aux États-Unis, on devrait pouvoir le faire, à mon avis", précisant avoir "conseillé le président Trump en ce sens".
Lors de son intervention d'une quinzaine de minutes diffusée sur écran géant, le patron de Tesla, de SpaceX et du réseau social X, proche de la Première ministre italienne GiorgiaMeloni, a de nouveau fustigé "l'immigration de masse" qui "mènera à la destruction" des pays y consentant.

DROITS DE DOUANE

Le Royaume-Uni «prêt à intervenir» pour protéger son industrie

Le gouvernement britannique « est prêt » à intervenir davantage dans l'économie pour protéger l'industrie nationale des droits de douane américains, estimant que la mondialisation telle qu'on la connaissait « a disparu », a affirmé dimanche le Premier ministre Keir Starmer.
Même relativement épargné par la Maison Blanche - avec des droits de douane de 10 % sur les importations britanniques vers les États-Unis contre 20 % pour l'UE - le Royaume-Uni « est prêt » à intervenir davantage dans son économie.
« Le monde tel qu'on le connaissait a disparu ? Le nouveau monde est moins régi par des règles établies, et davantage par des accords et des alliances », a indiqué Keir Starmer, le Premier ministre, dans une tribune publiée dimanche dans le journal conservateur The Telegraph.
« Nous sommes prêts à utiliser la politique industrielle pour protéger les entreprises britanniques de la tempête », a déclaré le chef du gouvernement travailliste, tout en admettant que, dans le pays berceau du libéralisme économique et du libre-échange, certains puissent être gênés par cette idée. « Mais nous ne pouvons tout simplement pas nous accrocher à nos vieux sentiments alors que le monde tourne aussi vite », a-t-il insisté, annonçant des mesures dès la semaine prochaine pour « améliorer la compétitivité » de l'économie britannique.

« Toutes les options restent sur la table »

À ce stade, Londres n'a pas annoncé de mesures de rétorsion face aux droits de douane américains, car le gouvernement négocie depuis plusieurs semaines avec l'administration Trump un accord économique qui pourrait supprimer tout ou partie de ces droits. « La priorité immédiate est de rester calme et de se battre pour le meilleur accord possible », a insisté Keir Starmer. « Cependant, toutes les options restent sur la table », a-t-il ajouté.
Le gouvernement travailliste a lancé une consultation auprès des acteurs économiques sur une éventuelle riposte. « Je ne conclurai un accord avec les États-Unis que s'il est bénéfique pour les entreprises britanniques et la sécurité des travailleurs », a encore prévenu le Premier ministre. Lors d'un échange téléphonique samedi, Keir Starmer et Emmanuel Macron sont convenus qu'une guerre commerciale « n'était dans l'intérêt de personne, mais que rien ne devait être exclu ».

UNE HYPOTHÈSE SÉRIEUSE SELON DES ANALYSTES

Et si ChatGPT signait la fin de l'ère Google ?

Googler ou Chatgpter ? Les mots changent et cela devrait inquiéter Google.

« Je l'ai googlé. » Largement entrée dans le langage courant, cette phrase pourrait refléter une habitude de vieux. Les actuels élèves et étudiants sont maintenant plus habitués à "chatgpter" qu'à "googler" pour préparer leur prochain exposé. Un constat préoccupant pour Google qui n'a pas réussi à rendre populaire le fait de "geminier".

Melius Research, une société de conseil et d'investissement, émet ainsi l'hypothèse que Google va devenir le futur « Kodak ». Le moteur de recherche emblématique de la démocratisation d'internet serait ainsi en passe de devenir une relique du passé.

« Depuis notre lancement en milieu 2023, nous nous sommes concentrés sur l'essentiel concernant Google. Notre position repose sur l'idée que Google est en train de perdre la prochaine génération de "rechercheurs" au profit de ChatGPT », a écrit dans une note adressée à ses clients Ben Reitzes, le directeur de la recherche en numérique de Melius Research.

A ses yeux, « la page d'accueil d'OpenAI pourrait apparaître comme cette génération "d'appareils photo numériques" ». Ben

Reitzes pointe que si Kodak avait parié sur le fait que la photo numérique allait coexister avec les photos imprimées, estimant même que les consommateurs allaient être susceptibles d'en imprimer davantage, l'entreprise a finalement terminé aux oubliettes.

« Les clients de Google Ad pourraient être ceux qui prendront la photo-finish »

Les derniers résultats d'Alphabet, la maison-mère de Google, n'ont fait qu'augmenter cette vision au sein de Melius Research. Lors de l'annonce des résultats du quatrième trimestre, en février dernier, elle a déçu les investisseurs avec un chiffre d'affaires de 96,5 milliards de dollars (environ 89 milliards d'euros). Malgré une croissance annuelle de 12 %, la firme n'a pas respecté ses objectifs. Son action a chuté de 6 % suite à cette annonce.

Alors qu'OpenAI pourrait voir un chiffre d'affaires issus des abonnements atteindre les 12 milliards de dollars (quelque 11 milliards d'euros) sur l'année en cours, Ben Reitzes émet des doutes quant à la capacité de Google d'engendrer de tels montants avec les souscriptions de Gemini.

D'autant que les bénéfices d'OpenAI pourraient encore être alimentés par l'ajout de publicités dans ChatGPT. Pour le directeur de Melius Research, si cela arrivait, au moins 20 % du budget mondial de la publicité, qui s'élève à près de 40 milliards de dollars (équivalent à 36,9 milliards d'euros), serait capté. « Les clients de Google Ad pourraient être ceux qui prendront la photo-finish, en devenant plus exigeants s'ils voient baisser la rentabilité de leurs annonces », estime-t-il.

Une entreprise commune entre TSMC et Intel en vue

Selon la presse américaine, Intel et TSMC auraient signé un accord pour la création d'une entreprise commune. Celle-ci prendra en charge la gestion des usines de fabrication de puces aux Etats-Unis d'Intel.

Il y a quelques jours le CEO d'Intel, Lip-bu Tan, fraîchement nommé a donné quelques pistes pour redresser la société en proie à des difficultés financières. Il a parlé de se séparer des activités non essentielles du groupe et a indiqué qu'il travaillait avec l'administration Trump sur le développement des activités de fonderie aux Etats-Unis. Sur ce dernier point, Intel devrait recevoir le soutien du taïwanais TSMC. En effet, selon The Information citant des sources proches du dossier, les deux sociétés auraient signé un accord préliminaire pour créer une entreprise commune afin de prendre en charge la gestion des usines de fabrication de puces d'Intel aux Etats-Unis.

Le média précise que TSMC détiendrait 20% de la co-entreprise, mais ne dit pas si Intel disposera seul des 80% restants.

En début d'année, des rumeurs ont prêté à Broadcom, Qualcomm, AMD et Nvidia d'investir dans cette société commune.

Si cette information se confirme, l'entité ainsi créée prendrait le contrôle de plusieurs usines de fabrication de puces aux États-Unis. Le ministère du commerce, particulièrement préoccupé par les difficultés d'Intel, a milité depuis plusieurs mois pour ce type de partenariat afin d'assurer les capacités nationales de fabrication de puces jugée essentielle pour la sécurité du pays.

Récemment, le CEO de TSMC, CC Wei a été reçu à la Maison Blanche pour annoncer une rallonge de 100 M$ d'investissement aux Etats-Unis.

Ce plan va servir à construire deux usines spécialisées dans le packaging de puces (conditionnement et emballage) ainsi qu'un centre majeur de recherche et de développement, localisés en Arizona.

Des interrogations sur l'implication de TSMC dans les fonderies américaines d'Intel

Il reste encore plusieurs interrogations quant à la nature du partenariat Intel et TSMC. Ainsi, rien n'est indiqué pour savoir dans quelle mesure TSMC sera impliqué dans les fonderies américaines, dont la création coûte des dizaines de milliards de dollars. Il est probable que, selon les termes de l'accord, l'entreprise taïwanaise partagera certaines de ses méthodes de fabrication de puces avec Intel et formera ses employés à leur mise en œuvre. Pour autant, un tel rapprochement suscite des inquiétudes notamment sur le plan social. Certains craignent que cet accord entraîne des licenciements au sein d'Intel. Ce dernier a déjà supprimé 10 000 postes à la fin 2024.

Safran Aircraft Engines améliore ses prévisions de ventes

En migrant sur un studio de Data Science, l'activité propulsion de Safran a pu automatiser certains traitements de données et améliorer ses prévisions de vente de pièces détachées. Bilan des gains : de l'ordre de 100 M€ par an. La division Aircraft Engines, née de la fusion du groupe avec Snecma, fait figure de réacteur n°1 du groupe Safran. Avec un chiffre d'affaires de plus de 12 Md€ et 17 400 personnes, elle représente près de la moitié de l'activité du groupe, via des livraisons de moteurs civils et militaires évidemment, mais aussi via une activité support et services. 14 millions de pièces de rechange sont ainsi livrées chaque année sur un catalogue de 12 000 références, pour réparer les plus de 28 000 moteurs actuellement en usage dans les compagnies aériennes du monde entier. Selon les chiffres du groupe, cette activité seule était en progression de 16,5% en 2024.

Dans ce métier, la prévision est évidemment essentielle. Or, celle-ci est fortement impactée par des événements extérieurs, comme la crise du Covid évidemment, mais aussi par des événements comme l'interdiction de survol de la Russie, qui oblige les avions à voler plus longtemps, générant davantage de besoins de pièces de rechange. « Nous fonctionnions avec un logiciel de prévision statistique un peu ancien. Déjà, avant la crise du Covid, nous cherchions à moderniser cet outillage », souligne Sylvie Devaux, responsable prévision des ventes de pièces de rechange sur les moteurs CFM56, le best-seller du constructeur sur les moyens courriers.

Temps improductif divisé par deux

C'est précisément la crise du Covid qui a servi d'accélérateur sur ce terrain, poussant Safran Aircraft Engines à réagir rapidement, en investissant dans la solution de l'éditeur d'origine française Dataiku. « Nous avons voulu avancer avec cette solution selon la technique des petits pas, indique Sylvie Devaux. Nous avons travaillé, brique après brique, sur ce qui nous embêtait le plus, à commencer par le formatage de la donnée et la récupération de fichiers. » Fin 2020, l'équipe de huit prévisionnistes qui entourent Sylvie Devaux - des profils divers ayant des expertises variées, mais sans spécialiste en Data Science - passe en mode projet sur le nouvel outil, y consacrant 20% de leur temps. « Au cours des deux premières années d'utilisation, nous avons divisé par deux ce que j'appelle le temps de non-valeur ajoutée, par exemple lié au retravail des données, indique la responsable. Ce qui nous permet d'accentuer nos rencontres avec les compagnies aériennes, de chercher plus d'information auprès des services techniques ou encore de mener des analyses plus complexes. » Au sein de Safran Aircraft Engines, les prévisions de pièces de rechange, pour les moteurs CFM56 mais aussi Leap, sont mensuelles. Elles reposent largement sur la récupération de fichiers Excel, même si l'équipe de prévisionnistes est en train de brancher Dataiku sur SAP, en cours de déploiement au sein du groupe en remplacement du vieillissant Baan. « Mais nous ne sommes pas obligés d'avoir une qualité de données de 100% pour avancer dans le cadre de notre démarche progressive », remarque Sylvie Devaux. En sortie, les prévisionnistes construisent un fichier Excel utilisé pour commander les pièces auprès des fournisseurs du groupe.

Plus exigeant sur la qualité des données d'entrée

Le déploiement du studio de Data Science a aussi permis d'améliorer la fiabilité des prévisions, du fait de la souplesse gagnée dans l'utilisation de différents algorithmes. « Par rapport à la solution précédente, nous sommes en mesure de choisir le modèle le plus adapté au profil de nos pièces, indique la responsable. Et, comme nous avons accru notre capacité de traitement de la donnée, nous devenons plus exigeants sur le format et la régularité des envois des fournisseurs de données. » Un cercle vertueux, selon Sylvie Devaux : des analyses de meilleure qualité permettant d'exiger davantage. Combinés, l'automatisation des traitements et mises en qualité et les gains de fiabilité ont abouti à des gains significatifs. En effectuant une comparaison des prévisions dans le nouvel outil et dans l'ancien, sur la dernière génération de moteurs CFM56, Sylvie Devaux estime le gain à environ 100 M€ sur la seule année 2021. Le tout avec un outillage qu'elle estime simple d'utilisation, après une formation assurée par l'éditeur au sein de sa Dataiku Academy. « Après une semaine de prise en main de l'outil, je menais mon premier projet portant sur l'import de la demande, soit l'ensemble des commandes clients », illustre Sylvie Devaux. La plateforme des prévisionnistes de Safran Aircraft Engines renferme aujourd'hui 50 projets, en limitant le plus possible l'usage de Python pour se cantonner à une approche No Code.

Même si l'absence de réelles compétences en Data Science peut se révéler bloquante à un certain stade. L'équipe de prévisionnistes a ainsi effectué des tests pour tenter d'agir sur les moteurs bloqués en ateliers faute de pièces de rechange, « la hantise du secteur », comme le dit Sylvie Devaux. Sauf que le CFM56 renferme 5500 pièces environ et que le nombre d'arrêts se chiffre à une centaine de cas par an seulement, et encore « dans les pires années ». « Soit un volume trop faible pour construire un modèle », souligne la responsable. Safran n'en a pas moins mené un projet de réduction de ces pannes entraînant l'immobilisation d'un avion, après la reprise du trafic post-Covid. Un projet comportant de multiples facettes, au sein duquel la solution de Dataiku a tout de même apporté sa contribution en identifiant les pièces les plus souvent responsables de ces événements.

Officiel : Le nouveau Hyundai Nexo à l'hydrogène

C'est dans le cadre du Seoul Mobility Show que Hyundai nous présente une surprise : le nouveau Nexo. Bien entendu, cette nouvelle génération du modèle utilisera toujours une pile à combustible à hydrogène. Non, l'hydrogène n'est pas mort, et Hyundai nous le prouve en dévoilant le nouveau Nexo. Utilisant une pile à combustible, ce SUV de 4.75 m de long et de 1.86 m de large, vise une autonomie de 700 km et se rechargerait en seulement… 5 minutes ! Le moteur FCEV voit sa puissance cumulée passer de 135 kW à 190 kW, grâce notamment à une capacité de batterie doublée à 80 kWh. Ces améliorations font tomber le 0 à 100 en 7.8 s (anciennement de 9,2 s). Ceci couplé avec une vitesse maximale de 179 km/h. La nouvelle pile à hydrogène fournira, à elle seule, une puissance brute nominale de 110 kW tandis que le nouveau moteur électrique fournira jusqu'à 150 kW. Hyundai assure aussi une meilleure opérabilité à basse température en y greffant une fonction « Wake Up » de la pile et d'autres optimisations du système.

Design Coréen

Le design extérieur « Art of Steel » est le nouveau concept esthétique de Hyundai. Il avait été dévoilé en octobre 2024 avec le concept Initium. L'objectif est de démontrer « une force inhérente et la formabilité naturelle du matériau ». Certes, on retrouve un côté brut et très cubique d'une voiture d'une autre époque. Le hayon arrière incliné n'est pas sans rappeler un autre design asiatique, celui de la dernière Suzuki Ignis. Les nouveaux feux à 4 points sont une signature Hyundai permettant de l'identifier au premier coup d'œil. Cette nouvelle génération de Nexo sera disponible en 6 coloris : Creamy White Pearl, Phantom Black Pearl, Amazon Gray Metallic, Ocean Indigo Matte, Ecotronic Gray Pearl et Goyo Copper Pearl.

Comme à la maison

Le confort aussi est amélioré, avec un environnement interne plus spacieux et mieux rembourré. Un double écran incurvé centré sur le conducteur fait son apparition. Il s'agit donc de deux écrans couplés de respectivement 12.3 pouces qui compteront sur l'IA pour exécuter des commandes vocales. Le CarPlay (Android et Apple) sera disponible et pour l'audio, Hyundai fait confiance à Bang & Olufsen pour son système haut de gamme intégrant jusqu'à 14 haut-parleurs. Mais ce ne sont pas les seules technologies que Hyundai compte utiliser, clé numérique, authentification par empreintes digitales, caméras avant et arrière de haute définition et un système de rétroviseur latéral numérique seront également disponibles. En bref, il s'agira d'un véritable smartphone roulant.
Concernant la disponibilité, Hyundai nous explique que la Nexo sera commercialisée dans le monde « dans le courant de l'année ». Il ne nous reste plus qu'à attendre pour découvrir ce SUV relativement différent de ses concurrents.

FIABILITÉ AUTOMOBILE

Quelles sont les marques les plus sûres ?

Une enquête auprès de 30 000 automobilistes pendant 12 ans révèle les marques les plus fiables.

Quand la voiture neuve devient un cauchemar

Imaginez la scène : vous venez d'investir une somme conséquente dans une voiture neuve, flambant neuve, impeccable… et six mois plus tard, vous voilà immobilisé sur le bas-côté, appel d'urgence enclenché, pendant qu'un voyant rouge clignote frénétiquement sur votre tableau de bord. Frustrant, n'est-ce pas ?
Heureusement, une récente étude européenne a établi le classement des constructeurs les plus fiables, permettant d'identifier les marques qui vous éviteront ce genre de mésaventure.

Une étude sur 12 ans et 30 000 automobilistes

Cette enquête, menée par l'association néerlandaise des consommateurs auprès de 30 000 conducteurs sur une période de 12 ans, ne laisse que peu de place au doute : les constructeurs japonais dominent largement le palmarès. En tête, Lexus décroche une note impressionnante de 9,6/10. Une quasi-perfection.
Pourquoi les constructeurs asiatiques sont-ils les meilleurs ?
Mais pourquoi les marques asiatiques brillent-elles toujours en matière de fiabilité ?
La réponse est simple : là où certains fabricants occidentaux investissent des fortunes pour développer des écrans tactiles si complexes qu'ils nécessitent un diplôme d'ingénieur pour baisser la climatisation, les Japonais, eux, se concentrent sur l'essentiel : fabriquer des voitures qui fonctionnent... simplement. Leur secret ? Une obsession maladive pour la qualité, des processus de fabrication ultra-rigoureux, et une approche où chaque détail est minutieusement contrôlé.

Le classement des marques les plus fiables

Sans grande surprise, le podium est dominé par les constructeurs nippons :
- Lexus – 9,6/10
- Suzuki – 9,3/10
- Subaru – 9,2/10
- Toyota – 9,0/10

Et les Européens dans tout ça ? Quelques-uns s'en sortent honorablement :
- BMW, Mini et Mazda obtiennent une note respectable de 8/10.
- Renault, Peugeot et Citroën – stagnent autour de 7/10.
- Land Rover, en revanche, ferme la marche avec un médiocre 4,8/10, un véritable exploit... dans le mauvais sens du terme.

Faut-il vraiment vendre un rein pour s'offrir une Lexus ?

Si la fiabilité est un critère déterminant, doit-on pour autant casser sa tirelire pour s'offrir une Lexus ? Pas forcément. Selon l'étude, le modèle le plus fiable est le Lexus NX (2014-2021), disponible en occasion à partir de 15 000 €.
Bien sûr, une voiture, ce n'est pas seulement un moteur et quatre roues qui ne tombent pas en morceaux après 100 000 kilomètres. La consommation, le confort et l'équipement sont aussi des critères essentiels. Mais si votre véhicule passe plus de temps sur une dépanneuse que dans votre garage, ces considérations deviennent rapidement secondaires. En bref, mieux vaut choisir une voiture qui dure plutôt qu'une voiture qui brille…

Hyundai dévoile la nouvelle Ioniq 6 et tease la très attendue version N

Hyundai a levé le voile sur la version restylée de sa berline électrique Ioniq 6 à l'occasion du salon de la mobilité de Séoul. Surtout, le constructeur coréen lève un coin du voile sur la prochaine Ioniq 6 N.
Déjà saluée pour ses performances mais également reléguée à un rôle de second plan en raison d'un design plutôt clivant, la Ioniq 6 se refait une beauté avec des retouches esthétiques et des améliorations techniques, tout en annonçant l'arrivée prochaine d'une version sportive survoltée : la Ioniq 6 N.

Design extérieur et intérieur affiné

La Ioniq 6 conserve sa silhouette profilée, mais gagne en élégance et en dynamisme. À l'avant, elle adopte une proue plus agressive, notamment dans la version N Line, inspirée de l'Elantra N, avec une large prise d'air et des éléments plus anguleux. Les anciens phares controversés laissent place à des feux scindés : de fins feux de jour à LED en haut, et des projecteurs principaux en bas du bouclier. À l'arrière, la signature lumineuse en bande LED est conservée, mais le second spoiler sous la lunette disparaît au profit d'un becquet type "ducktail", plus harmonieux. De nouvelles jantes noir et argent distinguent également la finition N Line.
À l'intérieur, les changements sont plus discrets : un nouveau volant à trois branches, des commandes de vitres déplacées, ainsi que des ports USB revisités.

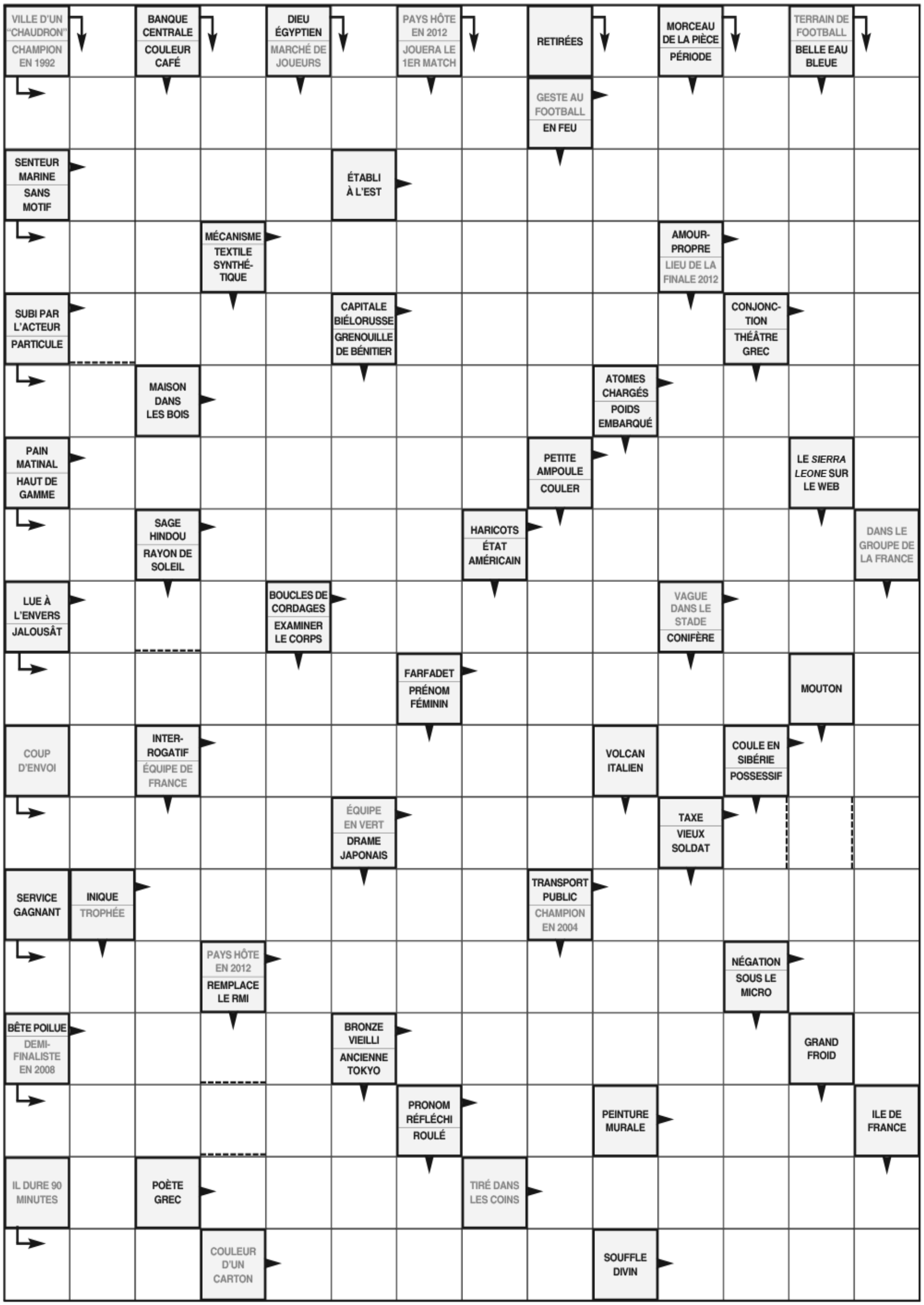
Évolutions techniques et technologies embarquées

Si les spécificités techniques n'ont pas encore été communiquées, Hyundai indique que cette Ioniq 6 s'inscrit dans une logique de gamme, chaque modèle exprimant une personnalité distincte tout en respectant la philosophie "Pure Flow, Refined". L'ergonomie, la qualité perçue et l'habitacle ont été repensés dans ce sens.

La Ioniq 6 N en approche

Plus radicale encore, la Ioniq 6 N inspirée du concept RN22e sera officiellement dévoilée en juillet. Elle promet 641 ch, une transmission à double embrayage simulée, des sons d'échappement synthétiques et un look musclé avec aileron fixe, diffuseur arrière et feux arrière spécifiques.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 7 avril 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Trois morts et 246 blessés en 24 heures

Trois (3) personnes sont décédées et 246 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Les accidents les plus mortels ont été enregistrés à travers les wilayas de Sétif, M'Sila et Bejaia, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de quatre incendies urbains et divers au niveau des wilayas d'Alger, El Taref, Adrar et Tindouf. En outre, l'intervention de la Protection civile, durant la même période, a permis de prodiguer des soins de première urgence à trois personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant d'un dispositif de chauffage dans la wilaya d'El Bayadh.

FILM SUR L'EMIR ABDELKADER

Le ministre de la Culture insiste sur la qualité internationale et le respect des délais

Le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, a insisté, samedi à Alger, sur l'importance de garantir "une qualité internationale" et de "respecter les délais" requis pour la réalisation du film sur l'Emir Abdelkader, indique un communiqué du ministère. "Dans le cadre du suivi périodique des grands projets culturels", M. Ballalou a effectué, samedi, une visite de travail au siège de l'établissement "Al Djazairi" pour la production, la distribution et l'exploitation du film "Emir Abdelkader", précise le texte. Lors de cette visite, le ministre a présidé une réunion de la commission scientifique chargée du suivi de la conformité du scénario aux faits historiques précis et composée d'experts et d'historiens. Ont assisté à cette réunion, le responsable chargé de la gestion de l'établissement "Al Djazairi", le président de son conseil d'administration, le responsable de la gestion du Centre algérien de développement du cinéma (CADC) et ce, en vue de s'enquérir de l'avancement des préparatifs liés à cet important projet cinématographique dans ses différents aspects. Le ministre a insisté, lors de la rencontre, sur "la nécessité du respect strict du calendrier fixé pour le projet", soulignant qu'il est important que "le film soit à la hauteur des attentes du peuple algérien et de la vision des hautes autorités représentées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", et que cette œuvre cinématographique soit "de qualité internationale et consacre la grandeur de ce symbole national", lit-on dans le communiqué. Cette rencontre périodique s'inscrit dans le cadre de l'attachement du ministère à suivre "minutieusement" les différentes étapes de réalisation de ce film "pour garantir le respect des délais ainsi que les plus hauts niveaux de qualité dans la production".

CONSTANTINE

Le salon de la moto et du deux roues «Moto Expo 2025» du 9 au 12 avril

Le salon de la moto et du deux roues "Moto Expo 2025" se tiendra, dans sa première édition, du 9 au 12 avril courant à l'esplanade de la maison de la culture Malek Haddad de Constantine, a-t-on appris dimanche auprès des organisateurs. Placée sous le slogan "la mobilité à prix réduit", cette manifestation, verra la participation de 50 exposants de plusieurs wilayas, a précisé Djallal Kerouaz, chargé de communication du salon, soulignant que "l'objectif est de promouvoir la culture de l'utilisation du vélo et de la moto en tant que moyen de transport économique ami de l'environnement à l'heure du renchérissement des coûts de transport". Le salon permettra aux visiteurs de découvrir les modèles les plus récents de vélos et de motos, les équipements de sécurité et les pièces de rechange, a-t-il ajouté, relevant que la manifestation connaitra également l'organisation de démonstrations et d'ateliers de sensibilisation du public, notamment les jeunes. La manifestation verra également la participation des fabricants de motos, de batteries, d'équipements divers et huiles moteur, ainsi que des associations et clubs de motocyclistes, d'écotourisme et d'autoécoles, selon la même source. Parallèlement, des conférences sur la sécurité routière, des spectacles et des concours pour enfants et jeunes sur les principes de l'usage sécurisé des vélos et motos seront organisés, a-t-on indiqué. "Moto Expo 2025" qui se veut un évènement économique, touristique et culturel devrait attirer un grand nombre de visiteurs de diverses wilayas du pays, a-t-on indiqué.

DE MISTURA AUX CAMPS DE RÉFUGIÉS

Le droit des Sahraouis à l'autodétermination réaffirmé

L'Envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, a achevé samedi soir sa visite dans les Camps de réfugiés sahraouis portant sur la réalité et les perspectives du processus de paix parrainé par les Nations unies dans la dernière colonie d'Afrique, et au cours de laquelle l'attachement du peuple sahraoui à ses droits légitimes à l'autodétermination et à l'indépendance a été réaffirmé. Au cours de sa visite de deux jours, qui s'inscrit dans le cadre de la préparation de son briefing qu'il tiendra devant le Conseil de sécurité onusien à la mi-avril courant, De Mistura a rencontré les responsables sahraouis, à leur tête le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, et les représentants du peuple sahraoui ainsi qu'avec les composantes de la société civile sahraouie, qui ont unanimement réitéré l'attachement du peuple sahraoui à son droit inaliénable à l'autodétermination et au recouvrement de la liberté et de l'indépendance. Lors de la réception officielle donnée à Staffan de Mistura, au siège de la présidence sahraouie, Brahim Ghali, a réitéré l'"attachement du Front Polisario aux revendications légitimes du peuple sahraoui et la poursuite de son combat jusqu'à obtenir gain de cause et arracher son indépendance".

Dans une déclaration aux médias à l'issue de la rencontre entre MM. Ghali et De Mistura, le représentant du Front Polisario auprès de l'ONU et coordinateur avec la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), Mohamed Sidi Omar, a souligné que "la discussion lors de cette réunion a porté sur la réalité et les perspectives du processus de paix parrainé par les Nations unies au Sahara occidental", occupé par le Maroc depuis 1975. Et de préciser : "Au cours de cette réunion, le président Ghali a exprimé l'attachement du peuple sahraoui à son droit inaliénable et non négociable à l'autodétermination et à l'indépendance, et son engagement à travailler et à coopérer avec les Nations unies et l'Union africaine (UA) pour parvenir à une solution juste et durable à la question du Sahara occidental, qui reste à l'ordre du jour des Nations unies en tant que question de décolonisation".

Sidi Omar a souligné, par ailleurs, que la visite de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU "s'inscrit dans le cadre d'une tournée qui l'a conduit dans la région pour rencontrer les deux parties au conflit, le Front populaire de libération de Saguia el-Hamra et Rio de Oro et l'Etat d'occupation marocain, pour discuter de la situation actuelle et la présenter dans le cadre du briefing qu'il fera devant le Conseil de sécurité le 14 avril".

BECHAR/ANP

Portes ouvertes sur le centre d'instruction d'infanterie d'Abadla

Des journées "Portes ouvertes" sur le centre d'instruction d'infanterie "Chahid Barkat-Boudjemaa" d'Abadla (88 km au Sud de Béchar), relevant de la 3ème Région militaire (3e RM), ont débuté dimanche. Cette manifestation (6-7 avril), dont le coup d'envoi a été donné par le général Aounallah El-Habib, directeur régional de la logistique de la 3è RM, a pour objectif d'informer les visiteurs, notamment les jeunes, sur les différentes activités de ce centre spécialisé ainsi que sur les formations qu'il dispense aux jeunes désirant rejoindre l'arme de l'infanterie de l'Armée nationale populaire (ANP), ont indiqué les encadreurs. Des stands consacrés aux différentes activités et missions dévolues à ce centre d'instruction et aux formations militaires dispensées dans l'arme d'infanterie sont ouverts aux visiteurs et d'amples explications leurs sont fournies sur place par des officiers et sous-officiers formateurs de cette structure militaire. Cette manifestation permettra aussi aux visiteurs de constater de visu le développement qu'a connu ce centre d'instruction militaire, qui dispose de formateurs hautement qualifiés pour assurer la formation de djounoud contractuels dans les différentes spécialités du corps d'infanterie, ont-ils ajouté.

L'organisation de ces journées portes-ouvertes s'inscrit dans le cadre de la stratégie de communication arrêtée par le commandement de l'ANP pour la saison 2024/2025, dans le but de rapprocher ses établissements, écoles et centres de formation du citoyen, a souligné la source. L'ouverture de cette manifestation, qui s'est déroulée en présence des autorités civiles et militaires de la daïra d'Abadla, de moudjahidine et de nombreux citoyens, a été marquée par une exhibition de démonstration de la haute qualité d'entrainement et de préparation militaires des élèves du centre, notamment dans les arts martiaux, à l'exemple du Kouksoul.

CNR

Les bénéficiaires de pensions ou d'allocations de retraite nés au mois d'avril appelés à renouveler leurs documents justificatifs

La Caisse nationale de retraite (CNR) a appelé les bénéficiaires de pensions ou d'allocation de retraite nés au mois d'avril à renouveler leurs documents justificatifs durant le mois en cours, indique, dimanche, un communiqué de la Caisse. "Le renouvellement des documents s'effectue soit à travers la technique de reconnaissance faciale pour les bénéficiaires de pension directe, via la plateforme mobile +RetraiteDz+ pour les bénéficiaires de pension de réversion ou bien en se rapprochant du siège de l'agence locale", précise la même source. Pour le renouvellement annuel de la pension directe, les documents concernés sont "une fiche familiale d'état civil avec mentions marginales ou un certificat de vie pour les retraités célibataires". Pour les bénéficiaires de pension de réversion, les documents à renouveler, selon le cas, sont les suivants: - Pour la veuve: un certificat de non-remariage, une fiche familiale d'état civil avec mentions marginales, - Pour la fille orpheline majeure: un certificat de non-remariage et une attestation de non-activité professionnelle rémunérée, - Pour les orphelins majeurs: un certificat de scolarité pour les moins de 21 ans, et une copie du contrat d'apprentissage pour les moins de 25 ans, - Pour les ascendants: une fiche familiale d'état civil avec mentions marginales (Non décédé), - Pour les enfants présentant une incapacité au travail: une attestation de non-activité professionnelle rémunérée, une fiche familiale d'état civil avec mentions marginales", précise la même source. Le renouvellement des documents est obligatoire une fois par an, durant le mois anniversaire du retraité.